



Les migrants

Lettre 89 aux cercles de silence

Août 2024

Des barrières, des murs, des lois, des accords, isolent de plus en plus l'Europe du reste du monde. Pourquoi ? est-ce pour cacher et garder un trésor ? Serions-nous supérieurs aux autres humains ? Aurions-nous peur ? Serions-nous des êtres dangereux qu'il faut mettre en cage ? ou dans un musée ? Pourquoi, revendiquant la nécessité de la biodiversité, n'accepterions-nous pas la diversité des humains vivant sur d'autres continents ou dans d'autres pays qui ont des cultures différentes, des manières de vivre, de penser différentes ? Prenons les quelques jours d'avant la rentrée pour y réfléchir. Nombre de nos enfants vont découvrir des copains différents parce qu'ils grandissent et changent de classe ; et si n ou en faisons autant ? en découvrant des exilés.

Michel Girard

Table des matières

CENTRE DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE.....	2
Cornebarrieu	2
Cercles de SILENCE	3
TROYES.....	3
France.....	3
Suite des jeux olympiques	3
Des migrants passent du Royaume-Uni en France	7
Calais	8
Chignin.....	9
Grand-fort-Philippe.....	9
Hautes-Pyrénées.....	9
Nord	10
Mayotte	11
Ouireham.....	12
Paris	12
Penly (Petit-Caux).....	12
Tours	13
Vannes.....	14
MANCHE	14
MEDITERRANEE	18
Géo Barents.....	18
UNION EUROPÉENNE	18
Frontex.....	18

Chypre.....	19
Espagne.....	20
Grèce.....	24
Italie.....	25
Irlande.....	26
Portugal.....	26
EUROPE.....	28
Albanie.....	28
Bosnie- Herzégovine.....	28
Royaume-Uni.....	28
Serbie.....	30
ASIE.....	31
Iran.....	31
AFRIQUE.....	31
Côte d’Ivoire.....	31
Mali.....	32
Maroc.....	33
Niger.....	34
AMERIQUE.....	35
Panama.....	35
USA.....	35
INTERNATIONAL.....	36
TEMOIGNAGE.....	37

CENTRE DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE

CORNEBARRIEU

Les ressortissants Algériens sont maintenus enfermés alors que l’expulsion n’est pas possible : le consulat d’Algérie ne délivre pas de laissez-passer en ce moment, de plus l’Algérie refuse l’entrée d’algériens expulsés même avec un passeport.

K., prisonnier au centre de rétention de Toulouse a été arrêté à la suite d’un contrôle, tabassé par les flics qui au final ont porté plainte contre lui pour violences, procédé habituel. Le juge l’a condamné à un an de prison ferme. A sa sortie de prison, il a été placé en CRA avec une interdiction de territoire français (ITF). Il est passé devant le Juge des libertés et de la détention, le 08 juillet 2024. Depuis 30 jours il était déjà enfermé et n’avait toujours pas de laissez-passer de l’Algérie qui permettrait son expulsion. Le représentant de la préfecture a dit à l’audience du JLD que le Consul algérien est venu le voir au CRA pour une reconnaissance, mais K. n’a vu personne. Le juge ne tient pas compte de sa réponse. C’est sa parole contre celle de la préfecture car aucune preuve n’est donnée aux prisonniers quand les représentant.es des consulats viennent les voir. L’appel du JLD a eu lieu le 9 juillet 2024 et le juge a confirmé la prolongation de K. de 30 jours sachant qu’ils ne pourraient pas le rapatrier. En effet, l’enfermement a un double objectif, expulser

les personnes sans papiers mais aussi les punir, leur faire subir la violence de l'enfermement et les décourager ainsi à rester sur le territoire français.

En août 2024, K. a été libéré du CRA mais mis en assignation à résidence (AAR) à Toulouse alors qu'il n'y réside pas, 45 jours renouvelables 2 fois et une signature au commissariat 2 fois par semaine. Là encore cette mesure de privation de liberté relève de l'acharnement puisqu'il n'est pas expulsable, tout comme l'attribution d'une Interdiction de territoire français (ITF) aux personnes ayant fait de la prison.

<https://toulouseanticra.noblogs.org/>

CERCLES DE SILENCE

TROYES



Le Cercle aubois de Troyes s'est réuni le 9 août 2024. Une dizaine de personnes se sont installées autour de la corde et une cinquantaine de tracts ont été distribués. Une nouvelle dame est restée durant plus d'une demi-heure, après avoir compris le sens de notre démarche. Elle reviendra pour les prochains CDS.

Appel – « Nous aimerions recevoir, par mails, de la part d'autres CDS de France, quelques affiches à mettre sur nos panneaux, afin de renouveler un peu nos infos. »

France

SUITE DES JEUX OLYMPIQUES

À Reims, l'équipe paralympique des réfugiés plus déterminée que jamais

Les premiers athlètes de la délégation paralympique des réfugiés, sont arrivés au village olympique mercredi 21 août 2024. Ils seront huit à concourir sous cette bannière, en para-athlétisme,

en escrime-fauteuil ou en para-taekwondo. Ils sont originaires d'Iran, d'Afghanistan, de Colombie, mais aussi du Cameroun, des pays qu'ils ont fuis. Tous s'entraînent à Reims, à 150 kilomètres au nord-est de Paris.

C'est sans aucun doute le plus expérimenté de cette délégation paralympique des réfugiés. Originaire de Syrie, Ibrahim Al Hussein participe à ses troisièmes jeux paralympiques. À Rio en 2016 et à Tokyo en 2021, il s'est illustré en para-natation. Cette année, à Paris, un nouveau défi l'attend : *" Lors des Jeux de Tokyo, je me suis rendu compte que la jeune génération de para-natation pouvait compter sur les nouvelles technologies pour performer. Résultat, ils ont battu tous les records. Des records que je ne peux pas battre du haut de mes 35 ans. Mais comme la natation reste mon point fort, je me suis dit : pourquoi ne pas concourir en para-triathlon ? "* De la course à pied et du cyclisme en plus de la nage. Le défi est énorme pour ce para-athlète qui a perdu l'une de ses jambes lors d'une explosion en Syrie. *« Bien sûr que c'est compliqué de passer de la natation au triathlon. Mais cela fait deux ans que je me prépare. Certes le vélo est mon point faible. Mais je suis bon en natation et en course à pied, donc j'espère un résultat. Avec de la persévérance, tout peut arriver. Donc évidemment, je crois en moi, sinon, je ne serai pas là ! »*

Para-tennis de table, para-taekwondo... Les para-athlètes de la délégation vont concourir dans six disciplines différentes. Salman Abbariki, originaire d'Iran, s'illustrera en lancer de poids sur un fauteuil roulant. Après avoir manqué Rio et Tokyo, il a, une revanche à prendre sur Londres, sa seule participation en 2012 : *« À Londres, je n'avais jamais les fesses collées au fauteuil au moment de lancer le poids, ce qui est une faute. J'ai fait trois fois la même erreur et je n'ai obtenu aucun résultat. »* Alors concourir à nouveau 12 ans après, c'est, là aussi, un immense défi, raconte son entraîneur Jens Ellrott. *« On travaille sur un plan adapté pour un athlète qui n'a plus 25, mais 37 ans. Cela veut dire plus de séances de physiothérapie, mais aussi des entraînements dans l'eau, ce qui est plus relaxant. Je l'admire et j'apprends beaucoup de lui. »*

Amelio Castro Grueso, réfugié colombien va participer à ses premiers jeux paralympiques en escrime fauteuil avec une furieuse envie d'inspirer et de transmettre sa détermination : *« Je veux écrire un livre pour raconter mon histoire. Car mon histoire, c'est celle de nombreuses personnes qui tombent et se relèvent. En écrivant ce livre, je veux motiver les gens, leur faire comprendre que nous sommes tous confrontés à des situations difficiles et que tout dépend de la façon dont on décide de les affronter »*. Il affrontera son handicap — la perte d'usage de ses deux jambes — avec une épée à la main et la médaille d'or en ligne de mire. Et même s'il ne la décroche pas, il connaît déjà le titre de son livre : *« Yo lo logré »*. Littéralement : *« J'ai réussi »*.

À consulter : <https://www.rfi.fr/fr/programme-jeux-paralympiques-2024-paris>

Les migrants paralympiques

Membre de l'équipe paralympique des réfugiés, Guillaume Atangana est fin prêt pour Paris. Originaire du Cameroun, il est réfugié au Royaume Uni depuis 2022. Quatrième aux Jeux de Tokyo, le para-sprinteur malvoyant vise cette année la première place de l'épreuve du 400m, aux côtés de son indispensable guide Nyamjua Donard Ndim.

Migrants olympiques !

Comme lors des jeux olympiques précédents, des athlètes membres des délégations cubaines et congolaise, arrivés en France pour les Jeux Olympiques, sont restés en France, et ne sont pas rentrés dans leur pays. 3 congolais (RDC) ont disparu : ils n'ont même pas défilé derrière leur drapeau lors de la cérémonie de clôture des jeux ! Il en est de même pour certaines personnes qui ont contribué à la préparation des jeux. Selon la chaîne de télévision congolaise, le bilan de la RDC aux JO est donc *“largement négatif”*, tant en raison de l'absence de toute médaille que de la *“fuite”* de la moitié de ses sportifs. *“Sur les 36 personnes composant la délégation de la RDC, seules 30 rentrent au pays”*, ajoute le média, sans apporter de précisions sur ces trois absents supplémentaires. (Courrier international).

Les associations craignent l'après JO de Paris

Lundi 12 août, le président français Emmanuel Macron a salué lors d'une conférence de presse à l'Élysée *"l'héritage social"* des JO de Paris, avec le relogement de 216 *"grands marginaux"*. *"Plus de 200 grands marginaux qui étaient à la rue aux abords des sites d'épreuves ont désormais, de manière pérenne, un toit"*, a-t-il déclaré. Les *"grands marginaux"* évoqués sont des sans-abris qui étaient à la rue dans la capitale depuis de longues années. Ils vont désormais être logés dans des petits studios avec une pièce à vivre, une kitchenette et une salle de bain, répartis dans 15 centres gérés par des associations.

"C'est une très bonne nouvelle. Ce qui nous surprend, c'est que ça soit présenté comme le grand héritage social des JO, alors que le parc d'hébergement d'urgence s'est plutôt rétréci", réagit le porte-parole du collectif Le Revers de la médaille qui réunit 80 associations engagées dans l'aide au plus précaires. Il rappelle les *"14 000 expulsions qui ont eu lieu en Île-de-France entre mars 2023 et juillet dernier"*, un *"nettoyage social qui contraste avec ces déclarations"*. Rien que sur les trois derniers mois, 42 camps de migrants ont été démantelés à Paris et 2 572 personnes ont été expulsées de leur lieu de vie informel.

Ces dernières semaines, le préfet d'Île-de-France n'a cessé de battre en brèche l'idée de *"nettoyage social"* en vue des Jeux olympiques. *"Au contraire, nous avons réussi à bâtir un plan pour permettre à des grands désocialisés qui sont dans la rue, qui sont sous les ponts de Paris, de bénéficier d'un programme spécial à l'occasion des JO"*, disait-il le 15 juillet 2024. *"Ils n'ont honte de rien, s'indigne le fondateur de d'Utopia 56 qui vient en aide aux personnes migrantes. On demandait 7 000 places à Paris, ils nous en donnent 200, et ils osent parler d'héritage social ? La vérité ce sont des dizaines de familles qu'on balance tous les jours dans les rues, des mineurs isolés sans solution et des hôtels qui ont fermé"*. Pour alerter l'opinion publique et mettre la pression sur le gouvernement, l'association a installé le 6 août 2024 un campement informel de 130 personnes place de la Bastille, qui a été démantelé dans la soirée avec des propositions de mises à l'abri dès le lendemain.

Mais les associations craignent que ces solutions ne soient que temporaires. *"Toutes les expulsions de juillet ont fait l'objet d'un hébergement dans des sites tampons. Un millier de personnes ont été prises en CAES (Centre d'accueil et d'examen des situations administratives), mais sans procédure d'asile. On leur a proposé des contrats d'hébergement de 30 jours, qui vont arriver à échéance la semaine prochaine. Est-ce qu'ils vont renouveler le contrat ou pas ? On ne le sait pas"*. Actuellement, aucune réponse de la préfecture.

Autre source d'inquiétude pour les associations, la question des mineurs non accompagnés (MNA). Près de 230 jeunes migrants, en attente de leur recours pour la reconnaissance de minorité devant un tribunal pour enfant, ont été mis à l'abri dans plusieurs gymnases de la ville de Paris le 3 juillet. Mais la rentrée scolaire approche et les bénévoles qui les suivent craignent une nouvelle remise à la rue. *"Pour le moment, il n'y a pas de date évoquée, mais on imagine bien qu'ils ne vont pas les garder à vie"*, prévient la présidente-fondatrice de l'association spécialisée les Midis du Mie. Considérés non-mineurs lors de leur premier examen, ces jeunes ne sont pas pris en charge par l'Aide sociale à l'enfance, mais leur situation de recours leur empêche également de prétendre à une place dans un centre d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA). *"Un mineur en recours, ça prend en moyenne 8 mois, sans l'appel. Ce qu'on demande c'est qu'ils ne soient pas remis à la rue avant l'épuisement de leurs droits"*.

Enfin, les SAS régionaux destinés à accueillir une bonne partie des migrants expulsés de Paris ces derniers mois peinent à prouver leur efficacité. Mis en place en avril 2023 et prévus pour désengorger Paris jusqu'à la fin de l'année 2024, ces SAS accueillent pendant 3 semaines maximum les migrants en vue d'une orientation vers un centre d'accueil adapté à leur situation administrative.

Selon le Revers de la médaille, 5 630 y ont déjà été envoyés depuis avril 2023. *"Depuis le 1er juin, 40% des gens envoyés sont des demandeurs d'asile et ont pu demander une place dans le dispositif national d'accueil (50 000 places, NDLR). Les 60% restant ne disposent que d'un titre de séjour et relèvent donc du dispositif national de droit commun qui est déjà saturé (200 000 places)".* *"En Bretagne, on a déjà des alertes de remise à la rue sur tous les départements"*, signale Utopia 56. En effet, la préfecture du Morbihan a expulsé début juillet 80 migrants des accueils d'urgence *"qui ne justifiaient plus leur maintien au sein des capacités hôtelières"*, soit parce qu'ils ne disposaient pas de titre de séjour, soit parce qu'ils étaient visés par une OQTF. Même situation dans les Côtes-d'Armor, où une quarantaine de migrants ont été expulsés des structures d'hébergement d'urgence car *"elles ont épuisé tous leurs droits à rester sur le territoire national"*, selon les services de l'État.

Résultat, certains préfèrent revenir à Paris. *"D'après notre dernier rapport, 15% des personnes envoyées en SAS régionaux étaient revenus en Île-de-France (au bout des 3 semaines, NDLR), faute de solution"*. Certaines reviennent parce qu'elles y travaillent, d'autres parce qu'elles y ont davantage de connaissances. En janvier 2024, le directeur de cabinet du préfet d'Île-de-France avait assumé que le dispositif des SAS régionaux permettait de *"réduire le temps de rue"*, bien loin de la promesse d'Emmanuel Macron en juillet 2017 de loger tous les demandeurs d'asile.

En marge des JO de Paris, Médecins du monde maraude pour soigner les exilés

Depuis quelques semaines et le début des Jeux olympiques, Médecins du monde (MdM) vient à la rencontre des migrants les plus isolés lors de maraudes, un nouveau dispositif lancé à l'occasion des JO. Auparavant, l'ONG médicale intervenait avec un camion mobile ou avec ses permanences. *"Mais avec les JO, on a dû adapter notre dispositif". "L'objectif de ces maraudes, c'est faire de 'l'aller vers' [...] Aujourd'hui, à cause du dispositif policier des Jeux, les gens qui restent se cachent, se mettent dans des lieux reculés et mettent, par exemple, leur tente entre deux buissons"*. Les équipes de MdM arpentent les rues de la capitale du mardi au vendredi de 19h à 22h. Elles comprennent un médecin et des interprètes. Mais, malgré ce nouveau dispositif d'accès au soin, depuis le début des festivités olympiques, trouver des patients peut parfois être une gageure. Devant le skatepark tout proche du métro Stalingrad *"Ici, c'est un des seuls endroits qui semblent épargnés par le nettoyage social"*.

Installé sur un matelas, un Afghan de 25 ans, se plaint d'une douleur au pied. Après consultation, le médecin de l'équipe, fournira au jeune réfugié en France depuis quatre ans une crème et une ordonnance pour une radio. Attiré par le reconnaissable attirail de Médecins du monde, un sans-papiers algérien s'approche avec une béquille et un sac congélation contenant son épais dossier médical. Il a été victime d'une agression en mai dernier, *"un coup de marteau en pleine tête"*. Après avoir été opéré, il souffre toujours et cherche désespérément un hébergement. Mais il est rapidement ramené à la réalité. *"Un homme seul en ce moment, malheureusement le 115, c'est impossible que ça marche. Il y a 8 000 appels par jour et pas assez de place"*.

Un peu plus loin sous le métro, là où plus de 300 personnes vivaient encore en mai dernier, un jeune érythréen arrivé en France il y a 4 mois souffre d'une carie et est orienté vers la structure adaptée. Mais il se plaint également de ses conditions de vie ici. Depuis le démantèlement du camp, la politique du *"0 point de fixation"* bat son plein. Le jeune homme dort à même le sol, sans tente ou matelas et s'anime au moment d'évoquer la police. *"Tous les matins sans exception, ils viennent et nous vivent. Mais nous n'avons absolument nulle part où aller donc on descend quelques rues puis on revient. Et on recommence le lendemain"*, raconte-t-il.

Un jeune homme, 21 ans et originaire d'Afghanistan, est arrivé en France il y a seulement quelques heures. Il cherche ses marques et découvre petit à petit le quotidien qui l'attend. *"Je cherche des Afghans"*, déclare-t-il en pachto avant de faire appel au médecin pour son pied. Aussitôt, Le médecin diagnostique un *"pied d'athlètes"*, une infection de la peau provoquée par un champignon. *"Pas étonnant vu que ce jeune homme marche sous cette chaleur depuis des jours"*. Le jeune Afghan, fraîchement arrivé en France en traversant la frontière franco-suisse, sera

finalement orienté vers la Chorba pour une distribution alimentaire et une adresse où il pourra déposer sa demande d'asile. Perdu au milieu de cette avenue animée, il adresse un dernier regard et glisse sa main sur le cœur en direction des équipes humanitaires en guise de remerciement.

Simplement orienter les migrants vers les structures adaptées peut leur fournir une grande aide. Ce fut le cas pour ce jeune Érythréen allongé sur un matelas le casque audio vissé sur les oreilles. Il a été orienté à la "*Halte humanitaire*" du Samu social la semaine dernière par Médecins du monde pour la gale mais ne pouvait pas se déplacer, faute de pouvoir se payer les transports - le prix d'un ticket RATP est passé à 4 euros durant les Jeux. Aujourd'hui, il a pu se rendre chez un médecin grâce aux tickets distribués par l'association et la gale se guérit peu à peu. "*On traite du petit bobo à la gale*", résume un médecin qui se félicite ce soir d'avoir pu aider "*une quinzaine de personnes*".

Bien en amont des JO, les associations alertaient sur les conséquences des olympiades pour les exilés, les "*oubliés de la fête*". Le collectif Revers de la médaille avait réalisé une campagne d'affichage sur les murs de la capitale. À Stalingrad, une partie des affiches dénonçant "*la réponse sécuritaire contre les personnes à la rue*" en marge des Jeux a été recouverte, notamment par une fresque de l'équipe olympique de basket.

DES MIGRANTS PASSENT DU ROYAUME-UNI EN FRANCE

En 2024, 93 migrants ont été interpellés alors qu'ils étaient passés clandestinement du Royaume-Uni vers la France, selon les données transmises par la préfecture des Hauts-de-France. Un chiffre marginal, mais en augmentation. "*On en comptait moins de cinq les années précédentes*", constate le préfet délégué à la sécurité et à la défense dans les Hauts-de-France. Ce qui explique "*la vigilance des services français à l'égard des entrées clandestines sur le territoire français depuis la Grande Bretagne*".

Parmi ces flux inversés, on distingue deux types de populations. Les premiers sont des migrants qui visent la France comme destination finale. Ils "*sont interpellés, souvent dans les transports en commun qu'ils ont pris, dans le train ou le ferry. Ils sont détectés à la frontière française par la douane ou la police, plus qu'au Royaume-Uni. Généralement, ils sont en situation irrégulière, donc se voient notifier une OQTF et sont placés en centre de rétention administrative, ou ils bénéficient de mesures de retour. Quelques-uns demandent aussi l'asile*", explique le préfet. On parle notamment "*de Pakistanais et Marocains, qui n'ont jamais mis le pied sur le territoire français et qui arrivent en Europe grâce à la délivrance de visas par la Grande-Bretagne*".

En août 2023, environ 22 migrants nord-africains – dont des Algériens, des Marocains et des Tunisiens – ont été arrêtés par la police à Douvres alors qu'ils tentaient d'utiliser un camion pour entrer clandestinement en France. Ce nouveau moyen présente un double avantage pour les migrants. D'une part, ils s'évitent une traversée périlleuse de la Méditerranée centrale et raccourcissent fortement leur route migratoire. D'autre part, ils arrivent légalement au Royaume-Uni et ne sont donc pas forcément expulsables en cas d'interpellation à la frontière française. "*Nous devons déterminer ce qu'il convient de faire, car ils disposent d'une autorisation d'entrée au Royaume-Uni en bonne et due forme. Il est possible qu'ils soient en situation irrégulière parce qu'ils sont venus ici sous de faux prétextes*", expliquait une source policière britannique.

Près de 40 000 visas de tourisme ont été délivrés par le Royaume-Uni à des Marocains et Algériens lors de l'année 2023. "*Il faut tout un travail diplomatique pour comprendre comment ces gens arrivent, et on est très vigilant face à ce phénomène qui est plutôt inhabituel*". Plus récemment, deux hommes, dont un citoyen marocain, ont été condamnés à des peines de 5 et 6 ans de prison ferme pour avoir fait passer dans un camion réfrigéré 39 migrants d'origine algérienne et marocaine vers la France, depuis le Royaume-Uni.

L'autre population des "*flux inversés*" est constituée des déçus du Royaume-Uni. La plupart ont vu leur demande d'asile rejetée et se sont retrouvés, une fois de plus, en situation illégale

et donc à la merci d'une expulsion. En mai 2024, à Dunkerque, un journaliste britannique a rencontré un kurde de 52 ans qui avait dépensé 14 000 euros pour aller du Kurdistan au Royaume-Uni, avant de payer un passeur 600 livres supplémentaires pour rentrer en France, faute de perspective de régularisation. *"On m'a dit que ma demande d'asile avait été rejetée. Je ne pouvais plus supporter la Grande-Bretagne (...) Ils auraient pu m'arrêter et m'envoyer au Rwanda ou en Irak (...) C'est un sentiment terrible d'être de retour ici, mais que puis-je faire ?"*

Pour d'autres, c'est le manque d'argent et les conditions de vie difficiles qui ont signé la fin du rêve britannique. En mars, un jeune Marocain errait sur les plages de Douvres (sud de l'Angleterre), désespérément en quête d'un camion pour franchir la Manche en sens inverse. Les passeurs demandent autour de 2 000 euros pour ce passage retour. *"J'ai failli mourir la nuit dernière. J'étais sur un camion qui ne s'est pas arrêté pendant huit heures. Je m'accrochais. Le sol n'était qu'à quelques centimètres de ma joue. Le bruit était terrible"*. Malheureusement pour lui, il s'est avéré que le camion n'allait pas vers le terminal de ferry mais à l'aéroport. Un journaliste français a lui aussi rencontré plusieurs migrants sur le sol britannique désireux de retourner en France.

Côté français en revanche, les associations de terrain interrogées n'ont pas croisé de tels profils lors des maraudes : *"Je pense que ces personnes connaissent déjà Calais, les services proposés, et ne nous recontactent pas. Et je suppose qu'elles ne restent pas à Calais après avoir traversé"* en sens inverse, présume le coordinateur d'Utopia 56 à Calais.

Le projet d'expulsions des demandeurs d'asile au Rwanda a-t-il fait peur à certains ? *"Les chiffres [de traversées en small boats] montrent que ça n'a pas eu beaucoup d'impact sur leur motivation à venir, pour la principale raison qu'ils n'avaient que très peu de détails sur la mise en application de cette loi, qui a finalement été abandonnée"*, explique un maître de conférences en études sur les migrations à l'Université d'Oxford.

Une chose est sûre, le Royaume-Uni tente depuis maintenant dix ans de décourager l'immigration clandestine. Lorsqu'elle était ministre de l'Intérieur en 2012, Theresa May avait même lancé le programme *"environnement hostile"*, qui visait à *"rendre plus difficile la présence d'immigrants illégaux au Royaume Uni"*, en restreignant l'accès aux services de santé, au marché immobilier ou encore l'ouverture d'un compte en banque. Mais là encore, difficile d'évaluer si cette stratégie a été efficace.

CALAIS

De gros rochers empêchent des distributions de nourriture pour les migrants

Des blocs de pierre ont été disséminés, lundi, sur un terrain de Calais où stationnent d'habitude les véhicules des associations de soutien aux migrants. *"Une énième entrave à l'aide aux exilés"*. Cet endroit sert d'ordinaire de zone de stationnement aux camionnettes des associations d'aide aux migrants. Les 100 à 150 exilés – en majorité érythréens - des alentours s'y pressent le matin pour prendre un petit-déjeuner, des bouteilles d'eau, recharger leur téléphone ou profiter du Wi-Fi. Depuis lundi 19 août 2024, cette routine a été stoppée net : de gros rochers blancs ont été disséminés sur le terrain calaisien, rue du Petit-Courgain. Impossible désormais pour Salam, Channel Info Project ou la Vie active, association mandatée par l'État, de s'y rendre. La coordinatrice d'Utopia56 à Calais : *"Ces rochers réduisent encore un peu plus l'accès à des services vitaux, fournis uniquement par les associations"*. *"Aujourd'hui la mairie de Calais fête la journée mondiale de l'aide humanitaire à sa manière"*, a réagi de son côté l'Auberge des migrants. Avant d'y déposer des blocs de pierre, ces dernières semaines, la mairie avait subitement fait de ce terrain une aire de stationnement pour les bus. Le camion de l'ONG Salam avait, en conséquence, reçu plusieurs amendes pour mauvais stationnements. Selon La Voix du Nord, en 2023, la mairie de Calais a déboursé 70 000 euros pour l'installation de ces rochers. *"À partir du moment où le maire est saisi par sa population pour des troubles à l'ordre public et pour des problèmes d'hygiène, de bruits nocturnes ou d'insalubrité, j'agis avec les moyens qui me sont donnés"*, s'était justifiée la maire. Mais ces enrochements *"servent juste à ennuyer les associations"*. *"La conséquence, c'est qu'on s'éloigne*

une fois de plus du centre-ville, des endroits où il y a du monde. Et cela isole encore les exilés, et les rend toujours plus vulnérables". La coordinatrice de l'Auberge des migrants, confirme : *"les premières victimes [de ce procédé], ce sont les personnes concernées par l'aide". "Ailleurs dans la région, on voit aussi sur certaines zones de distribution des tranchées apparaître pour empêcher les véhicules de s'y garer, et des barbelés pour que les gens ne puissent pas poser leurs tentes"*, précise-t-elle. Contactée, la mairie de Calais n'a, pour l'heure, pas répondu

CHIGNIN

En Savoie, l'accueil réussi de migrants

Le village viticole de Chignin, en Savoie, qui compte un millier d'habitants, accueille un centre de demandeurs d'asile. L'accompagnement par les bénévoles du Secours Catholique - convivialité, sorties, apprentissage de la langue, insertion vers l'emploi, vers un logement - a permis l'intégration locale de ces nouveaux habitants. « Quand on accueille bien, ça se passe bien ».

<https://www.secours-catholique.org/m-informer/en-action/en-savoie-laccueil-reussi-de-migrants-dans-le-village-de-chignin>

GRAND-FORT-PHILIPPE

Echauffourées entre les forces de l'ordre et des migrants

La police a empêché un départ de migrants ce mardi matin 13 août 2024, à Grand-Fort-Philippe dans le Nord. L'intervention a causé des échauffourées entre migrants et forces de l'ordre. Un bateau a pris feu, mais il n'y a pas eu de blessés. Mais selon le maire, la situation est de plus en plus tendue dans cette commune du Nord.

Dans la nuit de dimanche 12 à lundi 13 août 2024, plusieurs véhicules ont été caillassés par des migrants selon le maire de Grand-Fort-Philippe. *"Ils l'ont fait en représailles, car ils n'ont pas réussi à prendre la mer à cause d'une intervention de police"*. Ces incidents sont inédits dans cette petite ville de 17 000 habitants. Selon l' élu, la situation a changé ces dernières semaines. *"Ça dégénère depuis quelques temps. Quand les migrants se font arrêter par la police alors qu'ils tentent de traverser la Manche, ils se vengent sur le mobilier urbain"*. Des cailloux et des parpaings ont ainsi été lancés sur des habitations et véhicules.

Cette situation angoisse aussi les habitants de Grand Fort Philippe. *"On sent une sorte d'exaspération. Ils sont excédés. Il y a à la fois un sentiment de peur et de colère. C'est l'escalade, et on se demande jusqu'où ça va aller"*. Le maire a interpellé Gérald Darmanin. Il demande des renforts policiers pour assurer la sécurité mais surtout une réponse politique.

<https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/des-echauffourees-entre-la-police-et-des-migrants-ce-mardi-a-grand-fort-philippe-5386411>

HAUTES-PYRENEES

De Paris au Tourmalet en vélo, pour des personnes réfugiées

L'objectif du Reborn Trip d'aider des personnes réfugiées et des sans-abris à rompre leur isolement. L'initiative est née d'un constat simple, effectué par un couple. La jeune femme est chargée de la maintenance des hébergements pour demandeurs d'asile dans les Hauts-de-Seine, en région parisienne. Et le couple s'est rapidement rendu compte qu'il fallait sortir les personnes réfugiées de leur ennui, raconte Geneviève : *" quand on a vu qu'ils n'avaient rien à faire à part regarder le plafond et attendre leurs papiers, mon mari s'est dit 'pourquoi est-ce qu'on ne leur ferait pas découvrir la France ?'"*. Quatre ans plus tard, le Reborn Trip est un succès. Cette année, ils étaient près de 110 participants, bénévoles inclus, à se lancer dans l'aventure, certains pour quelques étapes seulement, d'autres pour l'ensemble du trajet qui comporte 21 étapes : de Paris au col du Tourmalet en vélo. Et l'organisation est bien ficelée : les listes de courses ont été préparées en amont pour proposer des repas variés, trois camions suivent les cyclistes durant leurs trajets et les itinéraires sont déjà tout prêts.

Plusieurs des participants sont revenus cette année après avoir déjà connu un Reborn Trip, voire plus. Un réfugié ne cache pas son enthousiasme pour sa deuxième participation. Arrivé en France depuis un peu plus d'un an après avoir fui l'Afghanistan, il est heureux de pouvoir quitter Paris : *“Chez moi, je suis seul, je suis triste pour mon père, ma mère, mon frère, ma sœur... Mais ici, je trouve ma famille”*. Ici, chacun met la main à la pâte. Ancien participant devenu bénévole, lui aussi Afghan, souligne la collaboration des membres du groupe. *“On travaille ensemble, on mange ensemble, on devient une grande famille”*, explique-t-il, avant de confier que cette aventure leur permet aussi d'apprendre à *“être gentils”* les uns envers les autres. Le mari, est souvent considéré comme le "papa" du groupe. Pourtant chrétien, il ne va pas hésiter à faire une prière musulmane avec Gael, réfugié mauritanien, à l'issue de l'étape du jour. Car le sexagénaire veut comprendre les personnes réfugiées et lutte contre leur stigmatisation : *“quand on crée du lien avec quelqu'un, quand il devient un ami, on voit les choses très différemment.”*

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/de-paris-au-tourmalet-en-velo-le-reborn-trip-rompt-l-isolement-des-personnes-refugiees-et-leur-fait-voir-du-pays-6580667>

NORD

Augmentation des violences dans les camps de migrants

Ces derniers jours, trois migrants soudanais ont été blessés lors de trois fusillades distinctes dans les camps du nord de la France. Les autorités estiment que ces incidents sont liés à des conflits internes entre exilés, opposant les Afghans aux Soudanais. Les associations de la région, de leur côté, pointe du doigt la politique de *"non-accueil"* conduite par les autorités et les conditions de vie difficiles dans les camps. D'après elles, ce contexte crée un climat de tension et de violence et pousse ainsi les migrants – également victimes des réseaux de trafic d'êtres humains - à commettre des délits ou des actes criminels.

Deux exilés soudanais ont été ciblés par des tirs à Calais dans la matinée du dimanche 11 août 2024. Les deux jeunes hommes ont été retrouvés à deux endroits différents, distants de cinq kilomètres, et ont été transportés à l'hôpital par les secours. Le premier, âgé de 18 ans, a été blessé à la cuisse et transporté à l'hôpital de Boulogne-sur-Mer. Il a ensuite quitté la structure après que la police a entendu son récit, où il a expliqué avoir été ciblé *"sans donner aucune information sur les raisons ni sur l'ordre exact de ce qui s'est passé"*, a indiqué le procureur du tribunal de Boulogne-sur-Mer. Il a par ailleurs fait savoir que l'enquête sur l'incident se poursuivait.

La seconde victime, 16 ans, a été blessée au genou et a été transportée à l'hôpital de Calais. Le jeune homme a finalement rapidement quitté l'hôpital et la police n'a pas recueilli sa déposition.

Le 7 août 2024 dans la soirée, un autre Soudanais a été retrouvé touché à la jambe au bord de la route de Mardyck, près du camps de migrants de Loon-Plage. Il a été pris en charge par les secours et amené à l'hôpital de Dunkerque. Les premiers examens effectués ont montré que son pronostic vital n'était pas engagé. Une enquête a été ouverte pour faire la lumière sur l'évènement, mais aucun témoin ne s'est encore prononcé, et la victime n'a pas souhaité s'exprimer dans les médias locaux. Ces derniers mois, de nombreux incidents violents du même type se sont déroulés dans le nord de la France, où s'installent temporairement des milliers de migrants dans l'espoir d'atteindre le Royaume-Uni.

Le coordinateur de l'association Utopia 56 à Grande-Synthe, confirme avoir eu vent d'incidents violents parmi les migrants ces derniers jours. *"Il est difficile de déterminer les détails de ces incidents car les migrants évitent généralement de partager ce qui leur est arrivé". "Parfois, on voit des migrants souffrir de blessures profondes, mais ils nous disent être tombés par terre"*. Ces blessures résultent pourtant *"de coups de feu ou de coups de couteau"*, assénés notamment durant les bagarres qui éclatent entre migrants lors des distributions de tentes ou de nourriture. *"Cette violence entre les migrants s'est accentuée récemment, que ce soit dans les camps ou sur la plage. Mais il ne s'agit pas ici de haine entre groupes d'exilés (de nationalités différentes). C'est plutôt la conséquence*

de la politique de non-accueil conduite par la France et le Royaume-Uni, qui crée un climat de tension et de violence parmi les personnes ici". "Cette politique fait des migrants les victimes des réseaux de trafic, qui exploitent leur situation et tentent de tirer profit de leur tragédie".

Un millier de personnes vivaient dans le camp de Grande-Synthe il y a encore deux semaines. Un chiffre qui peut parfois doubler en une seule nuit, en fonction de la météo et de l'état de la mer. Cette situation provoque de graves pénuries de nourriture, d'eau, de douches et de tentes, fournies uniquement par les associations.

Les passeurs profitent de l'été pour organiser davantage de traversées vers la Grande-Bretagne. La semaine dernière, 1 172 migrants ont débarqué sur le sol britannique, et 700 pour la seule journée du 11 août. Depuis le début de l'année, environ 18 000 migrants ont réussi à atteindre le Royaume-Uni, malgré les politiques menées par Paris et Londres pour freiner les passages et lutter contre les réseaux de passeurs.

Ces voyages sont considérés comme très dangereux en raison notamment de la mauvaise qualité des bateaux utilisés par les trafiquants et de la densité de la navigation maritime, plus de 600 navires commerciaux transitent quotidiennement dans le détroit.

MAYOTTE

Le camp de Cavani a été définitivement évacué

Près de 200 personnes ont été évacuées de la rue qui borde le stade de Cavani, à Mayotte, mercredi matin 14 août 2024. Ici, des demandeurs d'asile, réfugiés et déboutés du droits d'asile - principalement originaires d'Afrique des Grands Lacs - vivaient depuis le démantèlement de leur campement à l'intérieur du stade adjacent en mai dernier. Les agents de la préfecture de Mayotte sont arrivés à l'aube, accompagnés de policiers et tractopelles, pour dégager ce camp de fortune qui avait vu le jour sur le trottoir. Jeudi 15 août 2024, il n'y a plus aucun matelas, ni tente, sur ce lieu où vivaient des centaines de personnes dans des conditions insoutenables.

Selon la préfecture, "*près de 200 personnes*" ont donc été évacuées et "*4,3 tonnes de déchets ont été retirés*". "*Tous les migrants qui étaient dans la rue ont été pris en compte, ils ont été emmenés sur un site pour statuer sur leurs parcours administratifs, les déboutés iront au CRA, les réfugiés et les demandeurs d'asile seront pris en compte dans les lieux d'hébergement*", a déclaré le sous-préfet en charge de la lutte contre l'immigration clandestine.

Selon une Rwandaise qui a vécu plusieurs mois dans ce camp, des demandeurs d'asile ont été répartis dans les diverses structures de l'île. "*Ils ont été envoyés aux quatre coins de Mayotte. Il y en a à Petite-Terre, dans le Nord, à la résidence Coallia de Tsoundzou [un dispositif d'hébergement d'urgence de l'île], etc.*". L'association en charge des demandeurs d'asile précise "*ne pas avoir participé à cette opération*" et ne souhaite pas commenter la situation. "*C'est une bonne chose car les conditions de vie là-bas... C'était invivable*". "*Il y avait vraiment beaucoup de monde. Moi, quand j'y étais, je tombais tout le temps malade car on n'avait pas accès à l'eau et on vivait par terre*", raconte-t-elle qui est actuellement hébergée par une amie. Les exilés étaient régulièrement victimes d'agressions menées par "*de jeunes délinquants*" armés de bâtons ou de machettes. "*Nous n'avons plus rien pour nous abriter du soleil ou de la pluie. Les gens vivent à même le sol, seuls quelques-uns ont un matelas*", selon un originaire de RDC. "*Ici, les droits de l'Homme sont totalement bafoués. La situation est critique. Entre le choléra, le nonaccès à l'eau, les agressions quotidiennes... On ne vit plus*". Récemment, les migrants dénonçaient la chasse à l'homme car des individus avaient détruit les fontaines à eau à proximité du camp, obligeant les exilés à se rendre à une source plus lointaine où des personnes les attendaient pour les agresser.

Pour éviter la formation d'un nouveau camp, "*les services de police municipale et nationale demeurent en vigilance afin de prévenir et lutter contre toute installation opportuniste d'individus dans les rues du quartier*", précise la préfecture. Un arrêté a d'ailleurs été pris par le préfet de l'île pour interdire l'occupation de la rue et des trottoirs. "*On va essayer de mettre en place des*

moyens de surveillance tous les jours afin que les gens ne reviennent pas", a promis le premier adjoint à la ville de Mamoudzou, en charge notamment de la propreté urbaine

Les collectifs des citoyens de Mayotte, qui regroupent des habitants de Mayotte se mobilisant régulièrement contre la délinquance et l'immigration, ont aussi célébré cette nouvelle. *"On a vu certaines personnes danser lorsque la fin du campement a été annoncée"*. Depuis des mois, cet endroit est source de tensions entre exilés et habitants de Mayotte. De nombreuses manifestations ont eu lieu contre la présence des demandeurs d'asile dans le stade puis sur le trottoir. Pour faire entendre leur colère, les habitants avaient d'ailleurs mené un vaste mouvement de protestation en installant des barrages et en paralysant l'île. Régulièrement, ils organisent aussi des blocus des hôpitaux ou autres services utilisés par les migrants.

Face à la crise, près de 600 demandeurs d'asile et réfugiés avaient été évacués dès février vers la métropole et confiés à des associations. Aussi, les autorités françaises ont mis en place un dispositif permettant à toutes les personnes ayant obtenu le statut de réfugié d'obtenir un *"laisser passer"* afin de prendre l'avion et rejoindre la Métropole, à condition de pouvoir payer le billet d'avion. Ce sésame avait pour but d'éviter aux réfugiés d'attendre des mois - parfois plus d'un an - que toutes les formalités soient réalisées afin d'obtenir la carte de réfugié. Un dispositif qui avait été accueilli de manière mitigée car très peu de réfugiés, surtout s'ils sont en famille, ont les moyens de payer les billets d'avion.

La situation des demandeurs d'asile venant d'Afrique continentale est de plus en plus au centre des débats car depuis 2023, les exilés originaires d'Afrique des Grands Lacs sont devenus majoritaires par rapport aux Comoriens et Malgaches. L'année dernière, les demandeurs d'asile venant du continent étaient 1 407 contre 1 169 venant de Madagascar et des Comores alors qu'en 2022, ils comptaient pour 25% des dossiers examinés, selon Solidarité Mayotte qui précise dans son dernier rapport d'activité que cette tendance se confirme en 2024.

OUISTREHAM

La mairie applique les mêmes pratiques qu'à Calais : Sur un rond-point à l'entrée de la ville, de **gros rochers** s'agglutinent depuis deux ans. À l'endroit même où les migrants se postent régulièrement dans l'espoir de grimper dans les camions, qui empruntent ensuite les ferries en direction du Royaume-Uni. Les rochers rendant impossible une quelconque installation, une centaine de migrants soudanais ont bâti un camp informel à quelques centaines de mètres de là, dans un bois à l'abri des regards et des touristes.

PARIS

Du mobilier urbain dissuasif est parfois installé après un démantèlement de camp *"afin d'empêcher toute réinstallation, pourtant inévitable puisqu'il n'y a pas d'offre d'hébergement adaptée aux besoins"*, déplore le collectif le Revers de la médaille. En février 2024, de **gros rochers** similaires à ceux présents dans le nord de la France ont été déposés sous le pont Charles de Gaulle, là où s'étaient réfugiées quelques jours auparavant, en plein hiver, une centaine de personnes sous des tentes.

PENLY (PETIT-CAUX)

40 migrants accompagnés

Un bateau de pêche a signalé une embarcation d'une quarantaine de migrants au large de Penly (Seine-Maritime) et contacté le sémaphore de Dieppe vers 5 heures lundi matin 19 août 2024. *"Ils étaient au large de la centrale, à peu près à deux milles en mer et ils faisaient route à petite vitesse vers le large"*, explique le président de la SNSM de Dieppe. On ne sait pas de quelle plage le bateau est parti dans la nuit, mais il y avait une quarantaine de personnes à bord du pneumatique quand le canot *Notre-Dame-de-Bonsecours* est arrivé à sa hauteur. *"C'était un long boat, une espèce de grand zodiac, un bateau pneumatique où ils étaient entassés"*, raconte, le patron du canot, *"Des enfants, des femmes, et tout le monde n'avait pas forcément des gilets de sauvetage."* *"Les passeurs*

s'enrichissent sur leur dos tout en sachant qu'ils les envoient plus ou moins à la mort".

La SNSM s'est contentée d'escorter l'embarcation jusqu'à 25 kilomètres au large en attendant que le remorqueur Abeille- Normandie arrive de Boulogne-sur-Mer pour prendre le relais. Le droit maritime interdit en effet d'intervenir si les occupants du bateau ne demandent pas de l'aide ou si les sauveteurs n'identifient pas une situation de danger immédiat. *"Les ordres du CROSS, c'est que tant qu'il n'y a pas d'appel de détresse, on n'intervient pas"*. Le remorqueur Abeille Normandie les a escortés jusqu'à ce qu'ils atteignent les eaux anglaises où *"ils ont été pris en charge par les autorités britanniques"*, précise la préfecture maritime de la Manche et de le mer du Nord.

<https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/a-tout-moment-ca-peut-virer-au-drame-la-snsm-a-escorte-une-quarantaine-de-migrants-au-large-de-penly-ce-lundi-matin-8578150>

TOURS

Ouverture de la « Maison des jeunes majeurs »

Depuis plusieurs années, nous avons un projet de « Maison Jeunes Majeurs » avec la mairie de Tours, avec la mise à disposition gratuite d'une maison. L'association paiera les charges. Après de nombreuses péripéties (comme toujours !), nous avons eu accès à la maison courant avril. Deux semaines de petits travaux et pour équiper la maison ont mobilisé l'équipe et les futurs habitants afin de pouvoir y accueillir les jeunes. Alors comme d'habitude, on a bricolé avec les moyens du bord et la maison a un côté coloré, original et bariolé mais on l'adore. Elle signifie la vie, la liberté, c'est tout ce qu'on aime !!

Après 3 ans à penser, espérer, imaginer, travailler sur ce projet de maison pour les jeunes majeurs, elle a finalement ouvert ses portes à 14 jeunes, le 2 mai 2024. Après tout juste trois mois, on vous raconte un peu l'organisation : la maison a cinq chambres dans lesquelles se sont répartis les jeunes.

Des denrées alimentaires sont livrées une fois par semaine par l'association, issues de nos différentes collectes alimentaires. Pour compléter, les jeunes sont inscrits aux Restos du Cœur et s'y rendent en autonomie, une fois par semaine. Les jeunes cuisinent par chambre, et sont inscrits sur un planning qui tourne. Il y a un repas par jour cuisiné pour tout le monde. Le repas du midi se prend à la Table de Jeanne Marie.

Pour le ménage, même principe de rotation par chambre : une chambre est responsable du ménage pour la semaine et ça tourne. Bon ça fonctionne un peu moins bien et on prévoit de venir aider à l'organisation et à la communication durant ce temps, les samedis matin.

Les équipes sont d'astreinte pour répondre aux urgences si besoin 7 jours sur 7, 24h / 24. Les salariés passent une fois par semaine minimum sur le lieu pour assurer une permanence et répondre aux questions des jeunes, livrer les denrées, assurer la réunion tous les 15 jours....

Pour cette maison de jeunes majeurs ou presque, nous travaillons beaucoup autour de l'autonomisation des jeunes. Leur donner les outils nécessaires pour pouvoir être autonome. Lors des conseils, nous favorisons les propositions des jeunes pour résoudre les problèmes.

Nous constatons que le gros du travail pour que ce projet de vie collective en autonomie fonctionne est de donner des clés de communication aux jeunes, entre eux.

D'un point de vue logistique : Les plans d'évacuation et les procédures d'urgence sont en place. Le règlement intérieur est connu de tous.

Nous avons toujours quelques besoins pour finir de meubler ce lieu, notamment, des meubles de rangement pour deux des chambres, un balai, des cintres, un meuble télé ou une table basse, un ordinateur et un ballon de foot. Si vous avez un de ces items, n'hésitez pas à venir nous le déposer directement à notre local. Merci !

<https://utopia56.org/ouverture-de-la-maison-majeurs-tours/>

VANNES

Lettre ouverte au préfet

En août 2024, un élu municipal d'opposition à Vannes a pris l'initiative d'une lettre ouverte en son nom propre « du fait du silence obstiné que vous opposez à toute autre forme de correspondance », explique-t-il au préfet.

Pour l'élu, l'absence de réponse donnée aux associations qui l'ont alerté au printemps sur la situation des ressortissants étrangers relève du « mépris » envers les administrés. « *Le 16 avril dernier, dix associations de l'agglomération vannetaise de tous horizons (1) vous adressaient un courrier par lequel ils vous demandaient très respectueusement de bien vouloir revoir les conditions d'accueil physique des ressortissants étrangers dans vos services situés place de la République, à Vannes. Faute de réponse à ce premier courrier, les mêmes associations vous reposaient cette question, le 30 mai. Ce second courrier est également sans réponse à la mi-août.* »

Il s'interroge : « *Comment interpréter cette grossièreté autrement que comme une marque de mépris ? En vous comportant de cette manière, vous dégradez l'image de l'État [...] Je conclus traditionnellement ce type de courrier en assurant son destinataire de mon sincère respect ou de ma parfaite considération. Je renonce ici à cette formule pour lui substituer celle de ma grande colère et de mon humiliation.* »

(1) CCFD Terre solidaire, RESF 56, Cimade, Amnesty International Vannes, AFPS 56, Séné réfugiés solidarité, LDH Vannes, Secours catholique Vannes, Compagnons d'Emmaüs Vannes, ERF 56.

<https://www.ouest-france.fr/bretagne/vannes-56000/accueil-des-ressortissants-etrangers-la-grande-colere-de-cet-elu-vannetais-81b1cab0-5885-11ef-9a12-58a3dd767213>

MANCHE

50 migrants secourus lors d'une nouvelle opération en mer

Mardi matin 13 août 2024, une embarcation de migrants était en difficulté au large de Malo-les-Bains (Nord), tout près de Dunkerque. Les personnes présentes à bord de l'embarcation demandent assistance. L'équipage récupère à bord les 50 personnes. Elles ont ensuite été déposées à quai à Dunkerque et prises en charge par les secours terrestres et la police aux frontières". La veille, lundi 12, 98 exilés ont été secourus, mais certains des migrants avaient souhaité - comme cela arrive souvent - poursuivre leur route vers le Royaume-Uni, plutôt que de bénéficier de l'assistance des secours français.

Près de 100 migrants secourus au large du Pas-de-Calais lundi 12 août 2024

Deux opérations de sauvetage ont été menées lundi 12 août 2024. L'équipage du navire de sauvetage a récupéré 66 personnes lors d'une première intervention. "Les personnes secourues ont ensuite été déposées à quai à Calais (62), où elles ont été prises en charge par les services de secours terrestres". Ensuite, 32 exilés ont été pris en charge. "Plusieurs personnes encore présentes à bord de l'embarcation ont refusé l'assistance proposée par les moyens français et ont poursuivi leur route", les "personnes secourues... ont été déposées à quai à Calais". Cela arrive régulièrement que, lors d'une opération des secours français, une partie des migrants sur les embarcations refusent l'assistance.

Dans le même temps, lundi, une opération policière menée le long du littoral, à Quend, dans les Hauts-de-France, a mené à l'**interpellation de 66 migrants**, dont un enfant. Le groupe se dirigeait vers les plages pour une traversée, quand les exilés ont été interceptés par les militaires, des

réservistes spécialisés dans la lutte contre l'immigration clandestine. Pourtant, aucun matériel ni bateau n'a été découvert. Ces opérations interviennent au lendemain d'une dramatique journée dans la région. Dimanche, deux personnes sont décédées lors de traversées de la Manche. Un premier cadavre a été retrouvé dans l'eau lors d'une opération de secours auprès d'une embarcation en détresse. Le second a été découvert lors d'un autre sauvetage. "*Le canot de la SNSM [a] récupér[é] 4 personnes dont une inanimée puis les [a] dépos[é]es à quai au port de Calais [...] Malgré les gestes prodigués par les secouristes, la personne inconsciente n'a pas pu être réanimée*", indique la préfecture.

Ces deux nouveaux décès portent à 25 le nombre total de victimes dans la Manche depuis le début de l'année, contre 12 en 2023. Pour l'instant, l'année 2021 reste la plus meurtrière avec 27 décès dans la zone.

Malgré les dangers de cette traversée, les exilés qui souhaitent quitter les côtes françaises pour rejoindre le Royaume-Uni sont toujours nombreux. Ils profitent notamment de conditions plus clémentes apportées par la météo estivale. Rien que dimanche, **700 personnes ont atteint les côtes anglaises** à bord d'embarcations de fortune. Depuis le début de l'année, 18 467 migrants ont rejoint les côtes anglaises. Un nombre en hausse par rapport à la même période l'année dernière puisque 16 679 personnes avaient effectué la traversée entre le 1er janvier et le 12 août 2023.

Le nombre de décès cette année augmente

Depuis un an et demi, la commissaire adjointe, 30 ans, coordonne l'ensemble des forces de police, gendarmerie ou douanes dans le cadre de la lutte contre l'immigration irrégulière dans le nord de la France. Elle donne son avis.

Profitant de bonnes conditions climatiques estivales, des centaines de migrants répartis sur la Côte d'Opale tentent de rejoindre le Royaume-Uni en traversant la Manche par bateau. Le 12 août, plus de 18 000 migrants étaient arrivés en Angleterre depuis le début de l'année, soit plus de 9% par rapport à 2023 : 16 679 le 12 août 2023. Après un record de 45 000 traversées en 2022, les small boats sont devenus l'une des priorités pour les polices aux frontières française et britannique. Plus de 800 policiers et gendarmes sont ainsi déployés chaque jour autour des plages de la Côte d'Opale pour tenter d'enrayer la dynamique.

« Il y a d'abord la présence notable des candidats vietnamiens. En 2022, on avait les Albanais qui ont complètement disparu en 2023, et là on a les Vietnamiens qui commencent à refluer un peu ces dernières semaines, et qui sont responsables en grande partie de la pression migratoire qu'on connaît aujourd'hui. Donc il y a tout un travail diplomatique, et pas seulement policier, à faire avec le Vietnam et tous les pays qui pourraient potentiellement délivrer des visas. Et ce, pour comprendre pourquoi ce phénomène arrive, que viennent chercher les Vietnamiens en Grande-Bretagne, et pour travailler à la lutte contre la délivrance de faux passeports et de titres de séjour. On est passé d'une moyenne de 35 passagers en 2022, à 40-45 en 2023, et plus de 50 depuis le début de l'année.

La deuxième explication est liée à l'apparition de nouveaux spots de départs qui sont difficilement maîtrisables. On a beaucoup parlé des taxi-boats, avec des bateaux mis à l'eau en profondeur. On a eu la Canche, l'Authie, et maintenant le canal de l'Aa qui est un vrai sujet de discussion avec les Britanniques puisque deux personnes y sont récemment décédées.

Avant, on avait des mises à l'eau qui se faisaient à plusieurs kilomètres en profondeur dans les terres, puisque le canal de l'Aa remonte jusqu'au Pas-de-Calais. On a donc dû trouver des solutions très pratiques et simples pour bloquer ces mises à l'eau. On continue à en avoir en amont de l'écluse et après, sur les six kilomètres de berges, donc il faut qu'on travaille à des solutions techniques pour bloquer ce canal. On a d'ailleurs un projet d'installation de barrage. Aujourd'hui, le canal reste un des points privilégiés de mise à l'eau des embarcations, ce qui explique aussi que le phénomène migratoire se déporte à nouveau sur le Nord et pas sur le Pas-de-Calais. »

Les trois barrages flottants installés sur la Canche (à Étaples), l'Authie (à Quend) et le canal des Dunes (à Loon-Plage) ont « été très efficace. On a connu des épisodes de dégradation de ces barrages, mais on note vraiment un impact phénoménal. Ça permet de ne pas mobiliser des personnels, et surtout de mettre un coup d'arrêt à l'utilisation de ces canaux. Quand les migrants se rendent compte qu'il faut couper à la disqueuse un barrage pour passer, ils préfèrent tenter par la plage.

La Somme est ponctuellement utilisée comme spot de départ. On a aussi un dispositif déployé là-bas par la gendarmerie mais les traversées réussites sont très faibles, au nombre de quatre depuis le début de l'année. Quand vous avez un groupe de migrants à Calais, ça n'est déjà pas très habituel, mais à Cayeux-sur-Mer ça se voit encore plus. Le bateau qui a tenté de partir de Seine-Maritime a passé 10 heures en mer avant de revenir sur les côtes françaises et il était encore très loin d'atteindre les eaux britanniques. Il y a un risque d'atteinte à la vie humaine, mais aussi un taux d'échec très élevé. La Somme est donc beaucoup moins empruntée de par son positionnement géographique. On est plutôt satisfait du mois de juillet car on a amélioré notre taux d'interception alors même que la pression a considérablement augmenté. »

De leur côté, les passeurs prennent toujours plus de risques pour éviter d'être interceptés et surchargent les embarcations avec, à la clé, de nombreux naufrages. Depuis le début de l'année, 25 migrants sont morts en tentant la traversée de la Manche, soit presque autant qu'en 2021 qui avait été l'année la plus meurtrière à la frontière franco-britannique.

« Le nombre de décès est la tendance la plus inquiétante de cette année. On a un risque qui a été démultiplié et on l'explique exclusivement par le mode opératoire des passeurs qui surchargent les embarcations. On est passé d'une moyenne de 35 passagers en 2022, à 40-45 en 2023, et plus de 50 depuis le début de l'année. La première semaine d'août, on était même à 59 migrants par bateau avec un tiers des embarcations qui sont passées avec plus de 70 personnes à bord. Ensuite, la qualité des matériels n'est pas très bonne, ce qui augmente le risque de naufrage. Surtout, on a des gens qui peuvent connaître des phénomènes de panique, et mourir par étouffement. Aujourd'hui, on ne meurt plus uniquement de noyade mais par la seule présence des autres personnes. Notre grosse inquiétude, c'est que plus on met de gens dans une embarcation, plus on a de risques. Quand vous avez ces taxi-boats qui embarquent plus de 80 personnes à bord, ce sont des conditions dramatiques.

Notre objectif, c'est de juguler le phénomène et de faire en sorte qu'il y ait le moins de mises à l'eau possible. Et on est plutôt satisfait du mois de juillet, car on a amélioré notre taux d'interception alors même que la pression a considérablement augmenté. »

L'interception des livraisons de matériels nautiques sur les côtes est difficile. « On connaît aujourd'hui de nombreux refus d'obtempérer sur les axes qui mènent au littoral. On détecte de nombreux véhicules chargés de matériel nautique et on a relevé depuis le début de l'année une forte tendance des petites mains des réseaux à refuser de s'arrêter et à prendre tous les risques pour éviter d'être interceptées. Certains percutent des véhicules de police, d'autres finissent dans un fossé. C'est inquiétant pour nous parce que ça augmente le risque d'atteinte à l'intégrité physique. » Il faut « faire en sorte qu'on échange un maximum avec les Britanniques les renseignements qu'on a en notre possession.

On a un échange permanent avec les officiers britanniques, et même des agents de liaison des deux côtés de la frontière. Mon travail c'est de faire en sorte qu'on échange un maximum avec les Britanniques les renseignements qu'on a en notre possession. Si on a des migrants qui commettent des violences contre les forces de l'ordre sur les plages françaises, et qu'ils arrivent à monter dans les embarcations, je me débrouille pour qu'on puisse communiquer tous les éléments de preuve en notre possession afin que ces auteurs puissent être poursuivis en Grande-Bretagne, et inversement si nous on a des images de barreaux ou de trafiquants. Il faut qu'on puisse faire vivre la coopération bilatérale ».

On observe depuis plusieurs mois un phénomène nouveau : **des migrants qui reviennent en France**, après avoir réussi la traversée de la Manche, déçus des conditions de vie en Angleterre.

« C'est un phénomène qu'on suit et qu'on nomme flux inversé. Il y a à la fois des personnes qui ont traversé la Manche et qui ont fait le choix de revenir en France pour X ou Y raison, mais vous avez aussi des gens, notamment des Pakistanais et Marocains, qui n'ont jamais mis le pied sur le territoire français et qui arrivent en Europe grâce à la délivrance de visas par la Grande-Bretagne, et qui ensuite entrent clandestinement en France. Il faut tout un travail diplomatique pour comprendre comment ces gens arrivent, et on est très vigilant face à ce phénomène qui est plutôt inhabituel. Par exemple, on met en place des opérations de contrôle des camions qui arrivent dans le Nord, pour détecter la présence d'individus, mais ça reste marginal. »

Naufrage dans la Manche en décembre 2022: l'embarcation était "totalement inadaptée"

Selon un rapport du département d'enquête anglais sur les accidents marins, publié le 15 août 2024, l'embarcation qui a fait naufrage dans la Manche en décembre 2022 faisant 8 morts était encore plus "totalement inadapté" pour une traversée que les autres navires déjà dangereux. Le canot pneumatique, qui transportait 47 personnes, "était mal construit par rapport aux nombreux autres qui avaient été récupérés et inspectés au cours des années précédentes. Et "Il a été signalé qu'il y avait des traces de colle compatibles avec la présence de poignées qui s'étaient détachées du tube, et que le panneau de plancher en tissu, dont un côté était légèrement texturé pour améliorer l'adhérence, était monté à l'envers". Le 14 décembre 2022, vers 3 heures du matin, une "défaillance structurelle s'est produite et de nombreux migrants sont entrés dans l'eau. Selon le rapport, une déchirure à la base du bateau a entraîné la rupture du revêtement de sol en tissu, ce qui a entraîné l'effondrement de la structure du bateau et le naufrage des migrants dans l'eau glacée.

Cette enquête illustre une tendance relatée par de nombreux témoignages : les canots fournis par les passeurs sont de piètre qualité et ne sont pas adaptés à de telles traversées. Selon des images prises quelques mois après le naufrage et les photos partagés par le MAIB, l'utilisation de ce genre de canots similaires à celui utilisé pour cette traversée meurtrière est régulière. "Ce sont des pneumatiques de très mauvaise qualité, fabriqués en Chine. On dirait qu'ils sont faits en toile de bâche, c'est improbable. Je n'en voudrais pas pour traverser la Seine. Ils sont composés de boudins gonflés d'air, d'un plancher mal assemblé, et d'un tableau arrière sur lequel est fixé un moteur. Ce sont généralement des mauvaises copies chinoises de moteurs de grandes marques. Ils tombent en panne très rapidement", selon le président de la station de Dunkerque de la Société nationale de sauvetage en mer (SNSM).

Ce genre d'embarcation de fortune n'est pas du tout adapté à la traversée de la Manche car c'est un endroit où les courants et les vents peuvent être très forts. "On pourrait penser que franchir les 29 km qui séparent la France de l'Angleterre est facile mais c'est un parcours semé de pièges". De plus, ce petit bras de mer est une autoroute du trafic maritime. Près de 600 cargos traversent la Manche chaque jour et la plupart d'entre eux sont de colossaux navires comme des porte-containers. "C'est de la folie de s'y aventurer dans de petits canots, surtout en pleine nuit".

Le 14 décembre 2022, c'est aux alentours de 2h du matin que l'association Utopia 56 a été alertée par un migrant en mer. Un bénévole de l'association caritative française a reçu une localisation GPS et un message vocal WhatsApp qui disait : "Bonjour mon frère, nous sommes dans un bateau et nous avons un problème, aidez-nous s'il vous plaît. Nous avons des enfants et de la famille dans un bateau et de l'eau entre dans le bateau et nous n'avons rien pour la sécurité des enfants. Aidez-nous s'il vous plaît mon frère. S'il vous plaît, s'il vous plaît, s'il vous plaît, nous sommes dans l'eau. Il y a une famille". L'association alerte dans la foulée la préfecture maritime par téléphone, puis les secours français et britanniques par e-mail avec la position du canot. Un navire de

pêche qui naviguait dans le même secteur s'approche de l'embarcation et tente alors de porter secours à la majorité des exilés, avec difficulté. À 4h21, plus d'une heure plus tard, les garde-côtes britanniques envoient un message "Mayday" pour signaler qu'une embarcation est en train de couler dans la Manche, avec des naufragés à la mer. Se lance ensuite une opération de sauvetage. Une plainte pour "omission de porter secours" et "homicide involontaire" a été déposée par Utopia 56le 2 février 2024. L'association accuse les autorités d'avoir tardé à porter secours aux migrants.

MEDITERRANEE

GEO BARENTS

57 migrants secourus

Le Geo Barents, navire humanitaire de l'ONG Médecins sans frontières, a porté secours dans la matinée du jeudi 15 août 2024 à 57 migrants qui dérivait, dans une embarcation pneumatique, en Méditerranée centrale, au large de la Tunisie. L'alerte avait initialement été donnée par le collectif militant Alarm phone, tandis qu'un avion de l'ONG Pilotes volontaires a apporté son support aérien à l'opération. Le navire humanitaire s'est vu attribuer **Livourne** comme port sûr par les autorités italiennes, pour débarquer ses passagers. La ville se situe à plusieurs centaines de kilomètres au nord de l'Italie, ce qui représente trois jours de navigation.

UNION EUROPÉENNE

FRONTEX

400 millions d'euros pour acheter des drones, pour améliorer la détection de bateaux en Méditerranée

L'agence européenne des gardes-frontières, dont le budget atteint 6,4 milliards d'euros pour la période 2021-2027, a multiplié les appels d'offres d'équipements ces dernières semaines. Dans le détail, les appels d'offres concernent des drones affectés à la surveillance maritime pour 184 millions d'euros, des équipements de surveillance, dont des lunettes de vision nocturne, d'une valeur de 19 millions d'euros, des services de technologies de l'information et de la communication (TIC) d'une valeur de 186,5 millions d'euros, ainsi qu'un projet pilote de 3 millions d'euros pour des drones aux frontières terrestres, dans le cadre d'opérations conjointes avec la Bulgarie.

De coûteux appareils de détection

L'agence Frontex utilise régulièrement des drones pour détecter les embarcations de migrants en mer Méditerranée depuis 2018, année lors de laquelle elle avait annoncé la détection de 5 000 personnes. *"À chaque fois qu'un avion ou un drone de Frontex repère un bateau en détresse, il alerte immédiatement les centres de coordination de sauvetage maritime concernés dans la région : l'Italie et Malte, ainsi que la Libye et la Tunisie"*, déclarait-il il y a 2 ans ! Face à la hausse des traversées de migrants et à l'efficacité de cette technique, qui permet d'économiser du personnel en mer, Frontex a décidé de placer cette technologie au cœur de sa stratégie future.

Ces dernières années, plusieurs appareils, qui affiche une autonomie maximale de 36 heures, ont été acquis auprès de constructeurs israéliens (IAI) et français (Airbus). Il y a un an, un drone s'est écrasé en mer ionienne au grand dam de l'agence européenne, les contrats s'élevant à près de 50 millions d'euros pour chaque appareil.

L'agence européenne collabore actuellement avec plusieurs pays tiers, tels que la Libye

ou la Tunisie, pour leur permettre d'intercepter les canots de migrants en mer et les ramener en Afrique du Nord. Mais plusieurs associations de défense des droits de l'homme et ONG estiment ainsi que Frontex se rend complice des crimes commis par les garde-côtes libyens envers les migrants. *"Les retours vers la Libye peuvent constituer des violations du principe de non-refoulement"*, estimait même le forum consultatif de Frontex en 2023. Le 10 février 2024, une enquête du Spiegel a mis en évidence **l'intense coopération de l'agence européenne avec les garde-côtes libyens** dans les captures et les retours forcés de migrants vers la Libye.

Un rapport de Human Rights Watch conclut qu'en 2021, environ 10 000 personnes ont été interceptées en mer par les autorités libyennes et renvoyées de force dans le pays grâce aux renseignements recueillis par Frontex. La présidente de la Commission européenne, réélue en juillet 2024, a également annoncé lors d'un discours son projet de tripler les effectifs de Frontex et de nommer un commissaire spécial pour la Méditerranée.

CHYPRE

Plusieurs migrants prisonniers de la zone tampon à Chypre ont tenté d'entrer en zone chypriote lundi 19 août 2024, avant d'être repoussés par la police. Selon le chef de la communauté d'Avlona, qui se trouve en partie dans cette zone de 180 kilomètres, les migrants ont brandi des banderoles et ont commencé à traverser la Ligne verte en direction d'Akaki avant l'intervention de la police. Cinq heures plus tard, ils sont retournés en direction de leurs tentes installées par le Haut-commissariat aux réfugiés (HCR), les ONG n'ayant pas accès à la zone tampon. Ils demandaient l'accès à l'éducation pour leurs enfants et le respect de leurs droits, eux qui n'ont pas reçu l'autorisation de déposer une demande d'asile depuis trois mois.

La coordinatrice du Conseil chypriote pour les réfugiés, a déclaré que plus de 80 migrants se trouvaient actuellement dans la zone tampon. *"Nous espérons que la situation ait été résolue, car des réfugiés sont admis [au centre d'accueil de Pournara] presque tous les jours, mais malheureusement, les refoulements se sont poursuivis cette semaine également vers la zone tampon. Nous sommes déçus, car au lieu de trouver une solution au problème, le nombre de migrants dans la zone tampon augmente"*.

Interrogée sur la situation des migrants bloqués dans la zone tampon, la coordinatrice du Conseil chypriote, complète : *"La seule solution est d'accepter leurs demandes d'asile, parce qu'ils sont coincés et qu'ils ne pourront pas retourner dans la partie nord de Chypre de peur d'être arrêtés ou poursuivis pour franchissement illégal de la frontière. Ils n'ont donc pas d'autre choix que de rester dans la zone tampon et d'essayer de demander l'asile dans la République de Chypre"*.

Jeudi 8 août 2024, la Commission européenne a rappelé à Chypre ses obligations en matière de droit d'asile : *"La possibilité pour toute personne de demander une protection internationale sur le territoire d'un État membre, y compris à sa frontière ou dans une zone de transit, est établie par le droit de l'UE"*, a martelé un porte-parole de la Commission. La veille, lors d'une visite au Centre d'accueil et d'hébergement pour les demandeurs de protection internationale à Kofinou, le vice-ministre chypriote des Migrations et de la Protection internationale, avait déclaré son opposition à tout flux migratoire en provenance de la Ligne verte : *"La République de Chypre a pris la décision de ne pas accepter les flux via la Ligne verte, puisque nous avons réussi à atteindre zéro flux par mer et nous ne voulons pas créer un nouveau passage [...] Nous sommes en dialogue avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, pour résoudre le problème des personnes qui sont déjà là-bas mais aussi pour réguler la situation en général, afin que la Ligne verte ne devienne pas une route migratoire"*.

ESPAGNE

Nouvelle loi permettant aux migrants de travailler : Bilan

Il y a deux ans, le gouvernement espagnol publiait une nouvelle loi facilitant l'accès au marché du travail, et donc à la régularisation, de milliers de migrants. Ainsi, depuis août 2022, les personnes en situation irrégulière mais qui peuvent justifier d'un séjour dans le pays d'au moins deux ans peuvent obtenir un titre de séjour de 12 mois, à une condition : effectuer une formation dans les secteurs qui manquent de main-d'œuvre. À savoir, le tourisme, les transports, l'agriculture et la construction. À l'époque, l'annonce de cette réforme avait suscité les espoirs de milliers de sans-papiers installés sur le territoire. Car avant la promulgation de la mesure, la loi espagnole exigeait, entre autres, une présence dans le pays de trois ans minimum, et la présentation d'un contrat de travail d'un an de 40 heures par semaine. Deux ans plus tard pourtant, les résultats sont mitigés : la réforme "n'a pas pleinement répondu aux attentes".

Selon les dernières données du ministère de l'Inclusion, de la Sécurité sociale et des Migrations, entre l'été 2022 et fin 2023, **la nouvelle loi a bénéficié à 23 097 migrants**, qui ont passé en moyenne deux ans et demi en situation irrégulière. Soit une période nettement plus courte que pour d'autres exilés en situation irrégulière, qui attendent plus de quatre ans en moyenne avant d'obtenir un titre de séjour. Mais si ces 23 000 bénéficiaires ont pu suivre la formation exigée, seuls 1 347 ont obtenu, à l'issue de celle-ci, un contrat de travail. La plupart sont des hommes âgés de 25 à 34 ans, originaires du Maroc (11 002), de Colombie (2 608), d'Algérie (1 339) et du Sénégal (1 282).

"La loi a servi à régulariser la situation de nombreuses personnes, mais à très court terme, a réagi le président de l'association marocaine pour l'intégration des migrants en Espagne. Et la suite du processus a conduit à des irrégularités, car beaucoup de personnes ne pouvaient pas satisfaire les conditions demandées". Le porte-parole de l'ONG Étrangers en Rouge, reconnaît lui aussi que l'annonce de la réforme *"a d'abord suscité beaucoup d'enthousiasme"*, mais que sa mise en œuvre a été *"assez chaotique"* de la part des services d'immigration. Plutôt que d'obtenir des papiers par le travail, la majorité des migrants optent donc, après trois ans sur le territoire et une formation en poche, pour une régularisation pour raisons familiales. Afin que la réforme puisse toucher un plus grand nombre de personnes, il faut désormais *"unifier les critères demandés dans tous les bureaux d'immigration en Espagne"* et *"permettre aux exilés de travailler tout en suivant la formation"*, a déclaré une personne de la Confédération espagnole des organisations professionnelles (CEOE).

Accéder à un travail en Espagne constitue pour beaucoup de migrants une gageure. D'après Eurostat, office chargé des statistiques des Vingt-Sept, 18,9 % des personnes nées en dehors de l'UE sont au chômage dans le pays, contre 11,6 % des Espagnols. Un sénégalais installé à Barcelone, n'a eu d'autre choix que de se tourner vers la vente à la sauvette à son arrivée en Espagne. *"Le travail informel, c'était la seule solution car je n'avais pas de titre de séjour. J'ai passé trois ans à vendre des objets dans la rue, je devais me contenter du maigre salaire que je gagnais. C'était de la survie"*. Désormais président du syndicat des vendeurs ambulants Manteros, il a fini par obtenir un titre de séjour en 2019, fiches de paie à l'appui. Soit deux ans après avoir lancé la marque de vêtements du syndicat.

Une fois un titre de séjour obtenu, l'accès au marché du travail est néanmoins plus aisé sur le territoire espagnol qu'ailleurs en Europe. D'après une étude de la banque d'Espagne, le taux d'emploi des exilés s'élève à 78 %, devant l'Allemagne (73 %), l'Italie (71 %) et la France (70 %). Fin 2023, les travailleurs migrants représentaient d'ailleurs 30 % des emplois créés en Espagne depuis la pandémie, soit 2,67 millions de personnes, selon les chiffres de la Sécurité sociale cités dans le rapport. La majorité de ces travailleurs récemment arrivés en Espagne sont originaires d'Amérique du Sud, d'Afrique subsaharienne, du Maroc et d'Algérie.

Les départs depuis les côtes mauritaniennes sont en hausse

Entre le 1er janvier et le 15 août 2024, l'Espagne a enregistré 31 155 arrivées sur son

territoire, soit 66% de plus que l'année passée. Parmi elles, les arrivées aux Canaries (22 304 entrées) ont plus que doublé et expliquent en grande partie cette hausse. La majorité des entrées ont cependant été enregistrées en janvier avec +524 %, avant de refluer ces derniers mois.

Mais en dehors des Canaries, ce sont les départs depuis les côtes mauritaniennes qui inquiètent le plus le gouvernement socialiste, selon des documents confidentiels révélés samedi 17 août 2024. Au total, ce sont 13 000 exilés qui en sont arrivés, soit 6 000 % de plus qu'à la même période en 2023. Et ce alors même que la route des Canaries est considérée comme l'une des plus dangereuses.

Chaque année, la Mauritanie touche 10 millions d'euros de l'Espagne pour la formation et l'équipement de ses gardes côtes. En échange, Nouakchott s'engage à accueillir sur le sol mauritanien les exilés entrés de manière irrégulière aux Canaries après avoir quitté le pays, et à bloquer les départs des canots. Face à l'afflux de migrants de ces dernières années, l'Union européenne a signé en mars 2024 un accord avec Nouakchott à hauteur de 210 millions d'euros pour renforcer le contrôle des frontières de la Mauritanie.

Mais c'était sans compter les crises internes qui secouent son voisin malien. Face aux exactions de l'armée et à la menace terroriste, des dizaines de milliers de Maliens ont trouvé refuge en Mauritanie ces derniers mois. Entre janvier 2023 et avril 2024, plus de 95 000 nouveaux réfugiés maliens sont arrivés dans le pays, en plus des 105 000 réfugiés précédemment enregistrés, selon le haut-commissariat des nations unies pour les réfugiés. Parmi eux, nombreux sont ceux souhaitant partir en Europe. Avec 9 000 arrivées depuis janvier 2024, les Maliens constituent désormais la nationalité la plus nombreuse parmi les immigrés arrivés clandestinement en Espagne.

Ainsi, cette prédominance des Maliens dans les personnes arrivant en Espagne "*dessine un nouveau scénario qui nécessite d'autres approches de la part des autorités espagnoles*". Auparavant, l'Espagne, contrairement à l'Italie et à la Grèce, a pu présenter ces dernières années son immigration irrégulière comme éminemment économique et ainsi accorder moins d'attention à ses engagements internationaux en matière d'asile. Mais l'immigration malienne pourrait revoir ce paradigme car ils constituent l'un des profils de réfugiés possibles les plus évidents. Et donc le fait que les principales personnes débarquées aient un profil de réfugié devrait obliger les autorités à garantir qu'elles aient accès à la demande d'une protection internationale et que leur demande puisse être enregistrée dans le port même. De manière générale, c'est d'ailleurs tout le Sahel qui inquiète les autorités espagnoles. "*La pression est là et va continuer à augmenter car des flux de réfugiés venus de tout le Sahel et de la zone subsaharienne continuent de se diriger vers les côtes africaines avec l'intention d'émigrer*", affirment des sources du ministère de l'Intérieur.

Et les Maliens ne sont pas les seuls à partir de Mauritanie. La pression des autorités marocaines pour contrôler les départs depuis leurs côtes a forcé les candidats à l'immigration syriens et pakistanais à partir plus au sud, vers la Mauritanie. Enfin, les arrivées en provenance d'Algérie ont augmenté d'environ 15% au premier semestre. Face à cet afflux de migrants en provenance des côtes africaines, le Premier ministre espagnol a annoncé une tournée en Mauritanie, au Sénégal et en Gambie du 27 au 29 août 2024 où il s'agira de renforcer la coopération contre l'immigration irrégulière.

Selon l'ONG espagnole Caminando Fronteras, plus de 5 000 migrants ont péri dans l'océan Atlantique sur les cinq premiers mois de l'année alors qu'ils tentaient d'atteindre les Canaries.

Le taux d'activité d'emploi des migrants est le plus haut de l'UE

Pour les migrants, travailler en Espagne est plus facile qu'ailleurs dans l'Union européenne (UE). C'est l'une des conclusions d'une étude de la Banque nationale publiée le 7 août 2024. D'après l'institution, le taux d'emploi des exilés - qui disposent d'un titre de séjour dans le

pays - s'élève à 78 %, devant l'Allemagne (73 %), l'Italie (71 %) et la France (70 %).

Des chiffres rendus possibles grâce à un contexte économique postpandémie favorable. Depuis 2020, *"l'accès à l'emploi des migrants s'est accéléré"*, note l'étude. Fin 2023, les travailleurs migrants représentaient d'ailleurs 30 % des emplois créés en Espagne depuis la pandémie, soit 2,67 millions de personnes, selon les chiffres de la Sécurité sociale. La majorité de ces travailleurs récemment arrivés en Espagne - un des principaux pays d'entrée de l'Union européenne - sont originaires d'Amérique du Sud, d'Afrique subsaharienne, du Maroc et d'Algérie. Les latino-américains représentent pour leur part 65 % des étrangers extra européens présents dans le pays.

Ces personnes sont employées dans les secteurs où la main-d'œuvre étrangère est plus importante, à savoir l'hôtellerie, le commerce, et la construction. *"Les emplois de bureau peu qualifiés et à faible rémunération, notamment dans les centre d'appels"* sont aussi très pourvoyeurs de travailleurs étrangers. Dans ces secteurs, les migrants occupent généralement des postes qui *"ne nécessitent pas un niveau de formation élevé et avec des conditions plus défavorables"*. *"Le nettoyage, les travaux dans les champs, la livraison ... voilà les secteurs dans lesquels on nous accepte, nous les étrangers"*, liste de son côté, un sénégalais arrivé par les Canaries en 2006 et installé à Barcelone. *Même si on a fait des études, qu'on présente un CV, ça reste difficile de trouver autre chose quand on vient d'arriver"*. *"Mais cette tendance n'est pas immuable"*. Depuis 2008, *"on constate une augmentation du nombre d'étrangers dans des activités plus qualifiées"*. Le pourcentage d'exilés récemment arrivés en Espagne et employés dans la communication a par exemple augmenté de 2 à 12 %, et de 1,6 à 3,3 % dans la santé et les services sociaux. Le taux d'activité dans les services domestiques et l'hôtellerie, eux, enregistrent une baisse continue, respectivement de 22 % à 9 % et de 13 à 8 %. Un décalage persiste tout de même entre les profils des exilés et les emplois disponibles. D'après la Banque d'Espagne, 50 % des travailleurs étrangers sont surqualifiés, contre 30 % en France et en Allemagne. Diplômé en économie, l'un, s'est résolu à accepter un poste dans le bar d'un hôtel puis dans un restaurant à Madrid, *"après de nombreuses tentatives pour postuler à des emplois dans son secteur"*, indique le journaliste cubain. Ce n'est qu'après deux années d'intense recherche qu'il trouvé un poste à la hauteur de ses exigences dans une entreprise pharmaceutique.

Ces dernières années, l'Espagne a pris plusieurs mesures pour faciliter l'accès à l'emploi de ces exilés qui s'installent sur son territoire. En septembre 2022, une réforme permet à des milliers d'entre eux d'accéder au marché du travail. Celle-ci a notamment permis aux personnes en situation irrégulière mais qui peuvent justifier d'un séjour dans le pays d'au moins deux ans d'obtenir un titre de séjour de 12 mois, à une condition : effectuer une formation dans les secteurs qui manquent de main-d'œuvre. À savoir, le tourisme, les transports, l'agriculture et la construction.

La nouvelle loi a également apporté un changement fondamental pour les migrants concernés par le regroupement familial, car le titre de séjour acquis par cette procédure inclut désormais un permis de travail. Avant la réforme, ceci était impossible : les personnes nouvellement arrivées en Espagne pour rejoindre leurs proches avaient l'interdiction de travailler immédiatement. Il leur fallait attendre plusieurs mois avant de s'engager dans un emploi.

En octobre 2021, une autre réforme facilite les titres de séjour pour les mineurs et les jeunes étrangers. Les délais de traitement des dossiers ont été raccourcis, les renouvellements des permis de séjour facilités, ainsi que l'accès au travail des mineurs devenus majeurs. La mesure peut profiter actuellement à 7 000 migrants.

Si de nombreuses personnes ont pu bénéficier de ces récentes mesures, accéder à un travail reste pour beaucoup d'autres une gageure. 18,9 % des personnes nées en dehors de l'UE sont au chômage en Espagne, contre 11,6 % des Espagnols. Pour les migrants nouvellement arrivés, la recherche d'emploi constitue *"une folle course contre la montre"*, *"un projet de vie [qui se construit] en utilisant les économies accumulées pendant des années, dans une destination où le niveau de vie est considérablement plus élevé"*. Une situation connue de la plupart des migrants, qui *"génère de l'incertitude et ajoute une pression sur la vie quotidienne de tout exilé"*.

"Bien sûr, il existe un 'univers parallèle' au sein du marché du travail, communément appelé travail au noir, dans les secteurs du tourisme, de la construction, de la mécanique, du nettoyage ou de livraison". "La majorité de ces postes sont pourvus par les migrants les plus nécessaires", et par beaucoup de sans-papiers. "Le travail informel, c'était la seule solution car je n'avais pas de titre de séjour. J'ai passé trois ans à vendre des objets dans la rue, je devais me contenter du maigre salaire que je gagnais. C'était de la survie" indique le Sénégalais, président du syndicat des vendeurs ambulants Manteros qui a fini par obtenir un titre de séjour en 2019, fiche de paie à l'appui. Soit deux ans après avoir lancé la marque de vêtements du syndicat.

Pour gagner un salaire malgré tout, certains migrants se tournent vers des emplois saisonniers, plus facile d'accès mais dont les conditions de travail sont très précaires. Dans certaines régions agricoles d'Espagne, la situation des travailleurs sans papiers ou disposant d'un permis de travail saisonnier est déplorable. Environ 3 000 migrants vivent dans des campements informels situés dans la région d'Huelva, dans le sud-ouest du pays, où pullulent les champs de tomates et de fraises. Dans ces bidonvilles, les travailleurs n'ont accès ni à l'eau ni à l'électricité. Les soins de santé sont inexistantes et l'insalubrité omniprésente. Un Sénégalais de 28 ans, qui travaillait depuis quatre ans dans les serres du sud du pays, confie : *"La majorité des entreprises nous exploitent, elles n'appliquent pas les droits des travailleurs : on ne nous respecte pas, on nous presse pour récolter plus vite, on est payé une misère, avait-il lâché. On vit comme des animaux"*.

Canaries

Vendredi 23 août 2024, le Premier ministre espagnol se rend aux Canaries pour rencontrer le président de la région pour discuter du transfert des migrants de l'archipel, débordé, sur le continent. Depuis des mois, les autorités canariennes réclament plus de soutien du pouvoir central dans la gestion de l'accueil des exilés. Un membre du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) au pouvoir, exige un *"pacte national"* et la promulgation d'une réforme législative déposée au Parlement le 22 juillet 2024. Cette mesure oblige notamment les régions d'Espagne à accueillir les mineurs lorsque les structures des points d'entrée espagnols – Canaries, enclaves de Ceuta et Melilla - sont débordées. Et ce, de manière obligatoire et non volontaire, comme c'est le cas actuellement. *"Cette réunion aurait dû avoir lieu il y a plusieurs mois, car cette situation d'urgence due à une crise humanitaire n'est pas nouvelle,* a déclaré le coordinateur aux Canaries du Parti populaire (PP), de droite. *Les îles Canaries ne peuvent pas continuer à être seules face au drame de l'immigration"*. Jeudi 22 août, 346 personnes réparties dans trois embarcations ont débarqué à El Hierro et Grande Canarie, et 150 autres arrivées la veille. Les passagers étaient en majorité originaires du Sénégal, du Mali, de Gambie et de Guinée. Quelques ressortissants bangladais et pakistanais ont aussi été secourus.

Ceuta

Un corps retrouvé dans les douves d'une forteresse

Mercredi 14 août 2024, un corps sans vie, très probablement celui d'un exilé, a été retrouvé dans les douves qui bordent les murailles royales de Ceuta, une forteresse bâtie au Moyen-Âge. Ces douves ont un accès direct à la mer Méditerranée. Sur une vidéo, on peut voir le cadavre encore vêtu d'une combinaison en néoprène et chaussé de palmes bleu clair, équipement porté par les nombreux migrants qui tentent d'atteindre l'enclave espagnole à la nage depuis les côtes marocaines. Des membres de la Garde civile, du Secours maritime et de la police se sont rendus sur place pour récupérer le corps, et le transférer ensuite dans les locaux de la Surveillance maritime. Il s'agit d'un "jeune adulte". Le corps étant en relativement bon état, il ne serait mort que récemment.

Cette année, et ces dernières semaines surtout, les tentatives de traversées à la nage jusqu'à Ceuta se sont nettement intensifiées (voir n°88 Les Migrants). Dans la nuit brumeuse du 15 au 16 août, *"des centaines de Marocains, dont beaucoup de mineurs"*, ont tenté d'atteindre le territoire

espagnol via la digue de Tarajal. Dans la nuit de dimanche 11 à lundi 12 août également, quelque 300 migrants ont pris la mer pour nager jusqu'à l'enclave. Durant plus de six heures, la Garde civile et les secours ont extirpé de l'eau des dizaines d'exilés, *"tandis que d'autres continuaient à sauter à la mer, certains avec des flotteurs et des combinaisons en néoprène"*.

Début août, en réponse à la multiplication des tentatives de traversée à la nage vers l'enclave espagnole, des effectifs policiers supplémentaires - espagnols comme marocains - avaient été déployés dans la zone : du côté de Fnideq, ville marocaine située au sud-est de l'enclave espagnole.

El Hierro

Dimanche 18 août 2024, deux embarcations de fortune ont atteint les côtes espagnoles. Une première pirogue est arrivée par ses propres moyens au port de La Restinga avec 175 migrants, dont 13 mineurs et 7 femmes, à son bord. Selon leurs témoignages, ils ont fait un voyage de sept jours depuis le port de M'Bour, au Sénégal. Les migrants étaient originaires du Mali, de la Mauritanie, du Sénégal et de la Gambie. Quelques heures plus tard, c'est une embarcation de 21 personnes d'origine subsaharienne, dont une femme, qui est arrivée dans le port espagnol, escortée par les garde-côtes.

Les exilés des deux cayucos - pirogue régulièrement utilisée pour les traversées - ont été transférés au Centre d'accueil temporaire pour étrangers de San Andrés, dans la municipalité de Valverde. Ils y sont pris en charge par les membres du collectif d'ONG Corazón orange – Ebria Sonko et *"resteront en garde à vue jusqu'à leur orientation vers d'autres ressources extérieures à l'île"*.

GRECE

Les garde-côtes grecs secourent 245 migrants au sud de la Crète

Les autorités grecques ont déclaré avoir secouru 245 migrants, entre mercredi 21 août et vendredi 23 août 2024, au large de Gavdos, île située au sud de la Crète. Tous les exilés ont été emmenés sur Gavdos, à 20 milles nautiques des côtes crétoises. Ils ont ensuite été transportés par navire à Chora Sfakion avant d'être pris en charge dans la zone d'hébergement temporaire d'Agia Chania où ils pourront recevoir de la nourriture et voir le personnel de la Croix-Rouge pour une éventuelle prise en charge médicale. Selon les autorités portuaires, de nombreux mineurs figurent parmi les migrants dont la majorité sont originaires du Pakistan, d'Égypte, du Soudan ou de Syrie. Cinq hommes soupçonnés d'avoir agi comme passeurs ont été interpellés.

Depuis le début de l'année, plus de 2 400 exilés sont arrivés en Crète, dont une partie à Gavdos. C'est un véritable défi pour les autorités de la zone car Gavdos est un petit territoire de 30 km² qui ne compte que 70 habitants. Selon le HCR, l'année dernière, 860 personnes ont atteint Gavdos via la mer. Aucune structure d'accueil pour les migrants n'existe sur cette île. *"Cette absence de centre pose évidemment de grands défis pour l'île"*, pour la porte-parole du HCR en Grèce. La plupart des nouveaux arrivants sont transférés rapidement vers la Crète puis vers le continent. *"Ils sont hébergés au port de Réthymnon, au port d'Héraklion, dans un centre d'accueil et dans le port de La Canée"*. *"Mais quand le temps est trop mauvais et que les transferts de Gavdos sont impossibles, les personnes doivent rester dormir sur l'île."* Certaines ONG s'indignent d'ailleurs des transferts entre Gavdos et la Crète. En cause notamment, la manière dont 70 migrants ont été transportés vers la Crète à bord du navire Samaria. Mardi 20 août, Refugee Support Aegean, une organisation à but non lucratif en Grèce, a dénoncé des *"conditions inhumaines et dangereuses... sans eau"*, dans le garage du navire, malgré les interventions des passagers auprès du capitaine et des garde-côtes. Un rapport aux conclusions similaires a été publié mercredi par Efsyn, un site d'information grec indépendant, qui comprenait également une photo du groupe dans la zone où sont garés les véhicules à bord du navire.

Selon l'agence des Nations unies pour les réfugiés, de manière plus globale, près de 25 000 exilés ont rejoint la Grèce via la mer et 4 000 via les terres en 2024. Et si on voit davantage de migrants arriver depuis Tobrouk, en Libye, cela est dû au fait que de plus en plus d'exilés qui

traversent la Méditerranée depuis la Libye cherchent à contourner la Grèce pour tenter d'atteindre l'Italie, selon certains analystes.

Nouvelles arrivées dans l'îlot de Gavdos, au large de la Crète

76 migrants en provenance de Syrie, d'Égypte, du Soudan et du Bangladesh, voyageant à bord de trois bateaux différents, ont débarqué sur les côtes de Gavdos, une petite île au sud de la Crète, tôt mardi matin 13 août 2024. Ils ont été aidés à rejoindre la terre ferme par des pêcheurs locaux. La maire de Gavdos a déclaré que les 76 passagers, dont six enfants et quatre femmes, semblent être en bonne santé et seront transférés par ferry à Sfakia en Crète. Ils seront ensuite emmenés à Hania pour y être traités, avant d'être envoyés à Athènes, où ils seront placés dans un centre d'accueil pour migrants. Deux des trois bateaux ont navigué vers le port de Karave sur la côte est de Gavdos et ont été aidés à regagner la terre par un pêcheur local, tandis que le troisième a été repéré au large de la côte de Trypiti au sud et a été aidé par un autre bateau de pêche pour atteindre le port. *« C'est la deuxième fois au cours de la saison touristique que des migrants arrivent à Gavdos, même si nous avons remarqué qu'ils essayaient de rejoindre la Crète. Cela continuera à se produire tant que rien ne sera fait dans leurs pays »*, a-t-il déclaré.

<https://www.courrierdesbalkans.fr/Refugies-Balkans-Les-dernieres-infos>

Pushbacks grecs et migrants à la dérive sur les côtes turques

Au cours de la seule journée du 11 août 2024, les garde-côtes turcs affirment avoir intercepté des dizaines de migrants, en six opérations différentes en mer Egée. La Turquie accuse également la Grèce de poursuivre les refoulements illégaux. Ainsi, ce même 11 août, le commandement côtier turc a affirmé dans un communiqué qu'un groupe de 21 adultes et un enfant sur un canot de sauvetage au large du district de Fethiye à Mugla avait été repoussé dans les eaux territoriales turques par des agents grecs. *« La Turquie et la Grèce se sont mutuellement accusées à plusieurs reprises de procéder à des refoulements illégaux de migrants – que ce soit par voie maritime ou à travers leur frontière terrestre commune.*

<https://www.courrierdesbalkans.fr/Refugies-Balkans-Les-dernieres-infos>

ITALIE

Le HCR va surveiller l'accord Italie-Albanie

L'inquiétude du HCR concernant l'accord en l'Italie et l'Albanie n'est pas nouvelle. Il avait déjà émis des réserves quant à ce projet d'externalisation des demandes d'asile et avait aussi réclamé des éclaircissements aux autorités italiennes. Ainsi, afin de préserver le droit d'asile des personnes qui seront concernées par ce processus, l'agence onusienne a annoncé qu'elle mènerait une mission de surveillance durant trois mois. *"Sur la base d'un échange de lettres avec le ministère italien de l'Intérieur, l'Agence des Nations unies pour les Réfugiés assumera donc un rôle de surveillance et de conseil auprès des personnes afin de garantir le respect du droit d'asile"*, a déclaré le HCR, rappelant que l'agence onusienne n'avait pas participé à la négociation et à l'élaboration de l'accord. Durant ces trois mois, le HCR *"cherchera à améliorer la protection des demandeurs d'asile et des réfugiés en identifiant et en signalant aux autorités compétentes toute incohérence avec le droit international et les droits de l'homme et des réfugiés"*. Un rapport découlera de cette mission de surveillance.

La mission du HCR devrait débiter dès l'ouverture des centres d'accueil en Albanie prévue en novembre 2024. Le gouvernement italien avait promis d'ouvrir ces infrastructures en mai dernier mais des travaux ont perturbé l'agenda. Au total, deux bâtiments doivent être construits : un premier sera dédié à l'hébergement des demandeurs d'asile en attente du traitement de leur dossier. Un second, construit juste à côté, servira de centre de détention pour les exilés amenés à être expulsés.

Les migrants y seront transférés après un premier passage par le "hotspot" du port de Shengjin, à 20 km de là. C'est dans cette structure, également financée et gérée par Rome, que les exilés seront enregistrés après leur débarquement.

Les infrastructures seront gérées par l'Italie et pourront accueillir jusqu'à 3 000 exilés à la fois, secourus par les autorités italiennes - garde-côtes, Marine, Garde financière - en mer Méditerranée. La construction et le fonctionnement des centres, évalués entre 650 et 750 millions d'euros, sont financés à 100% par Rome, sur cinq ans. Les autorités italiennes seront chargées du maintien de l'ordre dans les centres, la police albanaise en étant responsable à l'extérieur et au cours du transport des migrants d'une zone à une autre.

Depuis son annonce, cet accord est vivement critiqué. "Il s'agit d'un accord de refoulement, une pratique interdite par les normes européennes et internationales et pour laquelle l'Italie a déjà été condamnée par la Cour européenne des droits de l'Homme", avait réagi une chercheuse d'Amnesty International, évoquant un accord "illégal, irréalisable et [qui] doit être annulé". De son côté, l'ONG allemande de sauvetage en mer Méditerranée, Sea-Watch, avait évoqué "une manœuvre inhumaine et populiste sans fondement juridique". "Cette dernière décision de l'Italie s'inscrit dans une tendance inquiétante qui porte atteinte à ce droit", avait insisté la directrice de l'ONG International Rescue Committee (IRC) en Europe.

IRLANDE

A Dublin, des clôtures anti-migrants démontées par des associations de soutien

Pour empêcher des demandeurs d'asile et sans-abri de camper avec leurs tentes, des clôtures ont été érigées tout le long d'un canal dans le sud de Dublin. L'Irlande fait face à une crise du logement depuis des années, à laquelle s'est ajoutée une crise de l'accueil des demandeurs d'asile.

Luka fait partie de l'association *Take Back Our Spaces* ("Reprenons nos espaces", en français). "Ce que vous voyez là, c'est le canal de Portobello, mais il est complètement cerné par au moins trois couches de clôtures". Actuellement, plus de 2 000 migrants sont sans logement en Irlande. La semaine dernière, la Haute Cour de Dublin a estimé que la réponse du gouvernement irlandais aux besoins des demandeurs d'asile violait la charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne.

Mi-juillet, certaines barrières ont été démontées des manifestants, mais celles-ci ont été réinstallées, en à peine quelques heures : "Elles ont été présentées comme une "solution", comme ils disent, aux sans-abri et aux migrants qui installent leurs tentes le long du canal... C'est une mesure totalement inhumaine et raciste, et il y a là quelques kilomètres de clôtures".

Waterways Ireland, qui gère le canal, a confirmé que 30 000 euros sont alloués chaque semaine pour gérer ces clôtures. Une somme qui pourrait plutôt être utilisée pour résoudre la crise du logement, selon Luka : "Chaque fois qu'il y a le moindre rayon de soleil, tout le monde s'assoit ici. C'est vraiment une honte, que non seulement ça soit retiré aux habitants, mais c'est aussi un moyen de discréditer, d'ostraciser les plus vulnérables de notre communauté, c'est ridicule...". Take Back Our Spaces a prévu un nouveau rassemblement devant les clôtures, ce samedi 17 août.

PORTUGAL

La crise du logement impacte aussi les migrants

Les loyers à Lisbonne ont presque doublé depuis 2015, tandis que les prix de l'immobilier ont augmenté de 186 %. Bien que les prix d'achat ou de location d'un bien immobilier ait augmenté de façon spectaculaire, le salaire moyen au Portugal reste l'un des plus bas en Europe de l'Ouest. Le Portugal souffre d'une part d'une pénurie chronique de logements abordables. Dans le même temps, le nombre d'étrangers ayant des revenus supérieurs aux locaux et aux migrants a récemment progressé. Certains étrangers ont été attirés par le fait que le Portugal accorde des droits de résidence à ceux qui achètent ou louent des biens immobiliers. Des allègements fiscaux sont également offerts

par l'État, ce qui rend l'installation ou le travail au Portugal attrayant pour les citoyens de l'UE ainsi que pour les ressortissants de pays tiers, comme les États-Unis. Parallèlement à cette situation, le Portugal a connu un essor touristique impressionnant, si bien qu'un grand nombre de biens immobiliers ont été transformés en locations de vacances à court terme, accentuent la pression sur le marché de l'immobilier.

Une brésilienne est arrivée au Portugal légalement mais n'avait alors que 600 euros en poche. Bien que charpentière de formation, elle n'a pu trouver que des emplois de nettoyage, rémunérés au salaire minimum, qui était à cette époque de 760 euros. Avec un loyer mensuel d'environ 400 euros pour une petite chambre, la situation est vite devenue intenable. *"Je ne devrais pas avoir à payer plus de 50 % de mon salaire pour une chambre"*, estime-t-elle ; *"Le loyer étouffe vraiment les gens"*. Pour joindre les deux bouts, elle s'achète alors une petite tente et l'installe sur un terrain vague en périphérie de Lisbonne. Au fil des mois, de plus en plus de personnes subissent le même sort et s'installent sur le site. Situé sur une propriété privée, le campement, finit par devenir trop grand et est démantelé. Pour trouver de l'eau, elle se rend dans les douches de plage situées à proximité. Elle cuisine avec des réchauds. Sans éclairage public, le campement est plongé dans l'obscurité la nuit.

La crise du logement touche de nombreux pans de la société portugaise. Mais les migrants, qui occupent souvent des emplois précaires et mal rémunérés, font partie des plus vulnérables, selon l'Observatoire des migrations (OM).

En 2023, plus d'un million d'étrangers vivaient au Portugal, soit plus du double par rapport à 2018. Les ressortissants brésiliens constituent la plus grande communauté de migrants, et ont une langue commune avec les Portugais. Mais de plus en plus de migrants venus d'Asie du Sud-Est arrivent également dans le pays pour y trouver du travail dans l'agriculture, l'hôtellerie, la livraison ou en tant que chauffeurs pour des entreprises comme Uber.

Selon une chercheuse, spécialiste du marché de l'immobilier, l'immigration au Portugal est constituée *"de migrants qu'on estime pauvres et d'une migration d'investisseurs soi-disant riches, de retraités et de professionnels très qualifiés"*. Le modèle de développement du Portugal, *"fortement axé sur l'immobilier et le tourisme, est à l'origine de cette explosion des prix de l'immobilier, ce qui a un impact sur tout le monde"*, constate-t-elle. En plus de devoir payer des loyers élevés, une chercheuse au « Migration Research Hub », financé par l'Union européenne, rappelle que les migrants sont souvent victimes de discrimination lors de leur recherche d'un logement et qu'ils disposent de peu d'informations sur les aides disponibles. Même si les Brésiliens parlent portugais, ils se distinguent par leur accent. Une étude récente de l'association Casa do Brasil, spécialisée dans les migrations, montre que des propriétaires indiquent dans ne pas vouloir louer à des Brésiliens. Les données de l'OM ont également révélé que 19 % des ressortissants de pays extérieurs à l'UE vivent dans des *"logements surpeuplés"*, contre environ 8 % des Portugais. Les Népalais et les Bangladais sont particulièrement touchés, selon l'OM. *"Pour avoir un toit au-dessus de leur tête, les étrangers à faibles revenus doivent vivre dans des conditions de surpeuplement"*, explique la directrice de l'OM, précisant que beaucoup louaient des lits pour simplement pouvoir se reposer quelques heures dans la journée.

La situation des migrants ne s'est pas améliorée avec l'arrivée au pouvoir en mars de l'actuel gouvernement de centre-droit. En juin, le gouvernement a revu les règles régissant le droit de séjour. Auparavant, les migrants pouvaient s'installer au Portugal sans disposer d'un contrat de travail. Après avoir cotisé à la sécurité sociale pendant un an, ils pouvaient prétendre à devenir résidents. Un porte-parole du gouvernement a dénoncé un système qui aurait laissé environ 400 000 personnes dans l'attente d'une régularisation de leur statut. *"Cette situation, avec des centaines de milliers de cas en attente d'une décision, était vraiment insupportable d'un point de vue humain"*, a justifié cette source, ajoutant que le nouveau gouvernement avait fermé la porte à l'immigration irrégulière et qu'il accélérerait les procédures d'obtention de visas. Le nouveau gouvernement mise également sur un système qui permet aux étrangers de devenir résidents en échange d'un investissement. Introduit en

juin, le "*permis de résidence pour l'investissement social*" élargit les types d'investissement qui permettent aux étrangers de bénéficier de ce "*visa doré*" pour y inclure des logements abordables pour les locaux ou des logements pour les migrants.

La brésilienne s'est liée d'amitié avec une autre Brésilienne vivant dans son camp. En mai dernier, les deux femmes ont été expulsées de leur campement et contraintes de déménager une fois de plus. Elle a néanmoins réussi à économiser suffisamment d'argent pour s'acheter une petite caravane. "*Je n'ai pas besoin de plus que cet espace pour être heureuse*". L'un de ses objectifs est de mettre assez d'argent de côté pour acheter un terrain et offrir un hébergement à d'autres personnes touchées par la crise du logement.

EUROPE

ALBANIE

Le HCR va surveiller l'accord Italie-Albanie pour garantir "le respect du droit d'asile" (voir à Italie)

BOSNIE- HERZEGOVINE

140 000 migrants illégaux ont traversé la Bosnie-Herzégovine depuis 2018

Depuis 2018, les services de police de Bosnie-Herzégovine ont enregistré plus de 140 000 migrants illégaux, a confirmé samedi le directeur du Service des affaires avec les étrangers. Ces exilés viennent principalement d'Afghanistan, du Pakistan, d'Irak, de Syrie et du Bangladesh et ne souhaitent pas rester en Bosnie-Herzégovine, mais y font seulement une halte sur leur route vers l'Europe occidentale. Il a assuré que la Bosnie-Herzégovine remplissait désormais pleinement ses obligations découlant de l'accord sur la réadmission ou l'acceptation des migrants illégaux conclu avec d'autres pays. Cette année, la Bosnie-Herzégovine a accueilli 1800 migrants illégaux qui tentaient de traverser la frontière avec les pays voisins. Dans le même temps, 1766 citoyens étrangers ont été expulsés et quatre d'entre eux se sont révélés constituer une menace pour la sécurité nationale de la Bosnie-Herzégovine.

<https://www.courrierdesbalkans.fr/Refugies-Balkans-Les-dernieres-infos>

ROYAUME-UNI

Les nouvelles mesures pour lutter contre l'immigration illégale

A travers un communiqué publié mercredi 21 août 2024 la ministre de l'Intérieur britannique a annoncé de nouvelles mesures pour lutter contre l'immigration illégale. Le gouvernement travailliste veut d'abord s'attaquer aux passeurs. "*Jusqu'à 100 nouveaux agents spécialisés dans le renseignement et les enquêtes sont déployés au sein de l'Agence nationale de lutte contre la criminalité (NCA)*" pour lutter contre ces "gangs" et ainsi "*empêcher les traversées dangereuses par bateau*".

Les traversées de small-boats dans la Manche sont reparties à la hausse par rapport à la même période en 2023, avec plus de 18 000 passages (et 25 décès) depuis janvier, dont 700 pour la seule journée du 11 août 2024. Après un record de 46 000 traversées en 2022, le gouvernement conservateur avait réussi à diminuer d'un tiers, à 33 000, le nombre de traversées en 2023, bien aidé par le reflux des albanais.

La ministre de l'Intérieur promet aussi d'augmenter les expulsions. "*Des personnels sont redéployés pour augmenter le nombre de renvois de demandeurs d'asile déboutés, qui a chuté de 40% depuis 2010*". Elle veut dans les six prochains mois atteindre le niveau d'expulsions de 2018, à savoir

14 500 départs. Le gouvernement compte notamment sur l'ouverture de 300 nouvelles places dans deux centres de rétention pour étrangers (l'équivalent des CRA en France), celui de Campsfield à Kidlington, près d'Oxford, et celui d'Haslar, à Gosport. Ouvert en 1993, le centre de rétention de Campsfield avait été fermé en 2019 après des accusations de mauvais traitements sur les retenus. L'annonce de sa réouverture en 2022, confirmée mercredi, a provoqué une vague d'indignation parmi les élus locaux et les associations de défense des droits de l'Homme. *"Cet établissement a un passé sombre [...] Il est choquant qu'une des premières mesures de ce gouvernement soit de rouvrir cet établissement sans consultation locale"*, a réagi le député travailliste du comté de Bicester. Le Royaume-Uni dispose actuellement de 2 300 places en centres de rétention pour migrants en situation irrégulière (contre 2 000 en France, fin 2023) et étudie de nouvelles pistes pour augmenter le nombre. Enfin, quelque 300 agents ont ainsi été *"réaffectés à l'examen de milliers de dossiers de demandeurs d'asile déboutés et de retours, y compris les retours forcés et volontaires"*, selon le ministère. *"Notre nouveau commandement de la sécurité des frontières est déjà en train de se préparer, avec du nouveau personnel recruté d'urgence et du personnel supplémentaire déjà en poste dans toute l'Europe"*, a déclaré le ministre, mercredi 21 août 2024. L'ensemble de ces annonces intervient une semaine après de violentes émeutes anti-migrants. Le gouvernement a annoncé avoir annoncé plus de 1 000 personnes à la suite de ces attaques. Avec ces mesures, le gouvernement répond aussi aux critiques de ses opposants concernant l'abandon du projet d'expulsion au Rwanda, abandonné avec plusieurs mois de controverse et de lutte avec les juridictions britanniques.

Deux fois plus de demandeurs d'asile pris en charge par l'État sont décédés

28 demandeurs d'asile sont décédés entre janvier et juin 2024 dans les installations pour demandeurs d'asile britanniques, soit plus de deux fois plus que sur la même période en 2023 (13 décès). *"Le fait qu'il y ait eu une forte augmentation du nombre de décès de personnes dans les centres d'accueil pour demandeurs d'asile est profondément troublant"*, a déclaré le directeur du Conseil britannique pour les réfugiés. Sur le plus long terme, les chiffres montrent que les 217 décès recensés depuis avril 2016 se sont concentrés sur les quatre dernières années. Il n'y a eu que 28 décès entre avril 2016 et décembre 2019, contre 189 entre janvier 2020 et juin 2024, soit 87 % du nombre total pendant toute la période. Cette hausse des décès s'explique par le changement de politique d'accueil des demandeurs d'asile opéré ces dernières années. Là où le gouvernement britannique privilégiait avant la pandémie un hébergement dans des logements partagés, il a depuis décidé de relocaliser les arrivants dans des hôtels, des bases militaires réaménagées, ou encore des barges flottantes, à l'image de Bibby Stockholm, à Portland

Les données de 2024 ne permettent pas encore de connaître la cause des décès. Si la plupart de ces décès résultent de maladie ou de vieillesse, plusieurs demandeurs d'asile se sont suicidés en 2023, dont un Albanais de 27 ans, sur la barge Bibby Stockholm. Son corps avait été découvert dans une des toilettes de la barge où sont retenus les exilés en attendant le traitement de leur dossier. Le recours à cette barge, dénoncé par de nombreuses associations d'aide aux migrants, est destiné à réduire la facture de l'hébergement des demandeurs d'asile qui s'élevait à 7 millions de livre par jour. On comptabilise quatre suicides et quatre morts suspectes en 2023, contre trois suicides en 2022 et deux en 2021.

Plus récemment, plusieurs hôtels utilisés pour héberger des demandeurs d'asile ont été pris pour cibles par des manifestants lors d'émeutes xénophobes causées par l'extrême droite. Le nouveau Premier ministre travailliste a condamné *"un acte de brutalité organisé et violent qui n'a pas sa place dans nos rues ou en ligne."* Près de 120 000 demandeurs d'asile attendent toujours une décision du Home Office sur leur sort. De leur côté, les arrivées en *smal-boat* sont en hausse depuis le début de l'année avec plus de 18 000 arrivées.

Émeutes anti-migrants: la police a arrêté plus de 1 000 personnes

Mercredi 14 août 2024, le Home office a indiqué que plus de 1 000 personnes avaient déjà été arrêtées à la suite de ces violents épisodes survenus dans le pays depuis le 30 juillet 2024. *"Les criminels ne s'en tireront pas impunément en commettant des actes de violence - il y a un prix à payer"* selon le ministre de l'intérieur qui montre sa fermeté. Selon les données mises à jour de la commission nationale des préfets de police, 1 024 personnes ont été arrêtées et 575 inculpées à travers le Royaume-Uni. Nombre d'entre elles ont été condamnées à de lourdes peines. Deux hommes ont été condamnés à des peines de prison pour avoir diffusé un appel à organiser un rassemblement de protestation devant un hôtel hébergeant des demandeurs d'asile. Dans les messages que les deux prévenus ont échangé en ligne, avec d'autres internautes, leurs intentions violentes à l'égard de l'hôtel étaient visibles. *"Il faut marcher sur l'hôtel Daresbury avec des torches et des fourches. Trop c'est trop"*, avait par exemple déclaré l'un des deux hommes.

À la suite du meurtre de trois petites filles le 29 juillet à Southport, le Royaume-Uni a connu plusieurs journées de violences, de pillages, d'incendies criminels et d'attaques à caractère raciste contre les musulmans et les migrants. Ces émeutes ont été provoquées par la propagation de rumeurs erronées sur les réseaux sociaux selon lesquelles un migrant musulman radicalisé était l'auteur de l'attaque au couteau de Southport. Des violences ont alors éclaté dans différentes villes anglaises ainsi qu'en Irlande du Nord, avant que les efforts des autorités la semaine dernière pour prévenir de nouvelles émeutes et identifier les auteurs de violences ne permettent d'apaiser la situation.

Jamais le pays n'avait connu pareilles émeutes depuis 2011 et la mort d'un homme noir abattu par la police. Des mesures judiciaires rapides et sévères avaient à l'époque permis un retour au calme, avec l'arrestation d'environ 4 000 personnes sur plusieurs semaines.

SERBIE

Une barque chavire dans la Drina, entre Serbie et Bosnie-Herzégovine, au moins sept disparus

Une barque transportant 25 migrants a chaviré cette nuit du jeudi 22 août 2024, dans la Drina, faisant frontière entre la Serbie et la Bosnie-Herzégovine. *« Ce matin, vers 5 heures, la police des frontières de Ljubovije a été informée par les autorités frontalières de Bosnie-Herzégovine, ainsi que par un habitant, que pendant la nuit, un bateau transportant des migrants avait chaviré sur la Drina, qui tentait de traverser la rivière depuis la Serbie entre la ville de Drlača dans la commune de Ljubovija et Orlice dans la commune de Zvornik »*, a précisé le ministère de l'Intérieur de Serbie.

Selon le témoignage des exilés eux-mêmes, 25 personnes étaient à bord, mais seuls 18, dont trois enfants, ont été secourus par la police. *"Des membres de la police et du secteur pour des situations extraordinaires effectuent intensément les recherches dans la rivière et sur les berges"* pour essayer de trouver des personnes portées disparues. Les corps de neuf migrants ont été retrouvés, selon la protection civile de la Republika Srpska, entité serbe de Bosnie. En une dizaine d'années, au moins 40 exilés ont perdu la vie en tentant de franchir la Drina, mais il s'agit du plus dramatique naufrage jamais enregistré sur cette rivière.

La nationalité des migrants n'a pas été précisée par les autorités et selon le gouvernement serbe, la plupart de ceux qui ont tenté d'emprunter la « route des Balkans » cette voie ces derniers mois viennent de Syrie, d'Afghanistan, de Turquie, du Maroc et du Pakistan.

Selon Frontex, près de 100 000 personnes ont emprunté en 2023 la "route des Balkans", contre 144 000 en 2022. Et la police locale a enregistré de janvier à juin 2024 près de 10 400 entrées illégales dans le pays, en baisse de près de 70% par rapport à la même période l'année dernière. Les responsables serbes affirment que cela est dû à la coopération avec la police autrichienne et l'agence

européenne. Le pays a signé en juin un accord avec Frontex pour renforcer la "coopération opérationnelle" avec l'Union européenne.

<https://www.courrierdesbalkans.fr/Refugies-Balkans-Les-dernieres-infos>

ASIE

IRAN

Campagnes de dénigrement des afghans

Après les expulsions massives de réfugiés entre janvier et mai et la construction récente d'un mur à la frontière entre les deux pays pour empêcher le passage des migrants fuyant le régime taliban, ce sont maintenant des campagnes de dénigrement sur les réseaux sociaux qui fleurissent. Comme le rapporte Le Monde, depuis le début de l'été, une vingtaine de pétitions sur le site Karzar.net réclament le renvoi en Afghanistan des réfugiés originaires de ce pays voisin. Sur les réseaux sociaux, les publications accusant les réfugiés afghans de commettre crimes, de propager des maladies infectieuses, et les assimilant à des intégristes arriérés, se multiplient. Selon la chaîne de télévision iranienne basée à Londres, Iran International, des cas d'agressions indiscriminées à l'encontre d'Afghans, quel que soit leur statut de résidence, ont également été signalés. Des agents immobiliers ont également signalé des panneaux indiquant "*Entrée interdite aux Afghans*". Sur X, certains Afghans accusent aussi la police iranienne de mauvais traitements ainsi que de vol d'argent, lors de contrôles d'identité.

En juin dernier, le nouveau président iranien a également promis dans une série de tweets que son futur gouvernement bloquerait les frontières pour mettre fin à l'afflux de migrants et qu'il négocierait avec l'Union européenne pour faire payer le coût de l'accueil des Afghans en Iran. Il a également accusé l'Occident d'être à l'origine de cet afflux d'exilés, en ayant déstabilisé l'Afghanistan : "*L'Occident doit accepter la responsabilité de ce qu'il a fait en Afghanistan et qui a conduit à la migration de millions d'Afghans. Il n'y a aucune raison pour que le peuple iranien paie pour les mauvaises politiques des autres.*"

Entre 4 et 6 millions d'Afghans vivent actuellement en Iran et près de 800 000 y disposent du statut de réfugié. Selon l'IFRI (2023), après une phase d'ouverture entre 1980 et 1990, le Pakistan et l'Iran ont progressivement restreint les droits accordés aux Afghans, principalement après 2001. "*Les réfugiés afghans sont assignés à certaines parties du territoire et à certains métiers. L'accès à l'éducation leur est interdit – quand le droit d'asile ne leur est pas simplement dénié.*" En avril 2023, le Conseil suprême de sécurité nationale iranien (SNSC) a interdit aux afghans de s'installer dans 16 provinces (sur un total de 31).

Fin juillet 2024, les autorités iraniennes ont commencé la construction d'un mur à la frontière avec l'Afghanistan. Le mur de béton, de 300 km de long et de 4 m de hauteur, doit permettre de freiner les arrivées de ressortissants afghans, qui fuient le pays. Déjà, en novembre 2023, le gouvernement iranien avait fixé un ultimatum aux 1,4 million d'Afghans en situation irrégulière dans le pays, les forçant à retourner en Afghanistan, sans perspective d'avenir. Entre janvier et mai 2024, la quasi-totalité d'entre eux a quitté le pays.

AFRIQUE

COTE D'IVOIRE

À compter du 1er septembre prochain, les ressortissants ivoiriens sont tenus de détenir un visa pour entrer au Maroc. Le royaume chérifien est l'un des points de transit de milliers de migrants africains qui tentent de rallier les côtes méditerranéennes. Sur 14 800 migrants arrivés à Lampedusa

se présentant comme citoyens de la Côte d'Ivoire, seules quelques dizaines d'entre eux ont été confirmés comme tels. C'est ce qui ressort d'une opération conjointe de profilage menée par les autorités ivoiriennes et marocaines. Des chiffres qui révèlent l'existence "*de réseaux parfaitement organisés, disposant de spécimens de faux passeports et des cachets contrefaits*", indique le communiqué du ministère ivoirien des Affaires étrangères. La réinstauration du visa d'entrée au Maroc pour tous les détenteurs de passeports ordinaires ivoiriens, permettra "*d'assécher les sources d'approvisionnement des réseaux de faussaires, en renforçant, ipso-facto, la crédibilité du passeport ivoirien et la sécurité nationale*", souligne le document. La mesure va durer une période exceptionnelle de deux ans. Cependant, ne sont pas concernés : les citoyens marocains désireux de se rendre en Côte d'Ivoire, les Ivoiriens détenteurs de passeports diplomatiques ou de service, ainsi que les bénéficiaires de visas Schengen, des Émirats arabes unis, des États-Unis d'Amérique ou du Canada.

MALI

L'insécurité et la pauvreté poussent des milliers de Maliens sur la route de l'exil

Fuyant le conflit armé qui s'étend dans le pays et la pauvreté grandissante, des milliers de Maliens prennent la route de l'exil en majorité vers la Mauritanie. Si plus de 250 000 Maliens sont actuellement réfugiés chez le voisin au nord-ouest, ils sont nombreux à entreprendre la traversée vers les Canaries, faisant ainsi des Maliens la première nationalité à emprunter cette route cette année.

A 33 ans, après avoir quitté le Mali un an et demi plus tôt, il est arrivé en France en 2018. "*Les conditions de vie étaient très dures car on avait très peu d'argent. Je ne pouvais pas aller à l'école et quand quelqu'un de ma famille tombait malade, on ne pouvait pas avoir accès aux soins*", raconte-t-il. Après la mort de son père, il décide donc de quitter son pays et de trouver un travail à l'étranger car au Mali, "*si tu n'as pas fait d'études, tu n'as pas de travail*". Il peut ainsi aider sa mère qui vit à l'ouest du pays, dans une région menacée par les affrontements entre l'armée malienne alliée des supplétifs russes de Wagner et les groupes jihadistes. "*Aujourd'hui, la situation est pire qu'avant avec les militaires au pouvoir et mes proches disent que l'insécurité est de pire en pire*". "*Dans ma région, il y a eu une attaque pas plus tard que la semaine dernière*", ajoute-t-il, originaire du cercle de Yelimane, à l'ouest du Mali. Selon des médias maliens, des "*individus armés*" ont attaqué un poste des forces armées maliennes dans la zone. "*La situation me fait peur. Beaucoup de mes connaissances du village ont aussi quitté le pays, on n'arrive pas à vivre là-bas*".

Comme lui, ils sont des milliers à fuir la pauvreté, et surtout, l'insécurité. "*C'est très récent mais du fait de l'étendue du conflit, les Maliens quittent davantage leur pays pour des raisons sécuritaires plutôt qu'économiques*", indique le représentant résidant du HCR au Mali. Que ce soit dans le nord ou l'ouest du pays, ces derniers mois, les violences font rage. Récemment, des combats dans la région de Tinzaouatène ont fait de nombreux morts. Et dans les villages, les accusations d'exactions en marge des affrontements sont courantes. Plusieurs personnes ont été tuées à Takalote lors d'une bavure de l'armée, dans la région de Kidal, le 21 juillet 2024. La même semaine, 25 personnes étaient tuées par des présumés jihadistes à Dembo, dans le centre. Et ces violences sont régulières.

À ces récents troubles qui s'étendent à travers le pays, il faut ajouter **la pauvreté** de la population aux raisons de cette émigration. Selon la Banque mondiale, l'extrême pauvreté touchait 19,1% de la population en 2022, en hausse de 3,2% par rapport à 2021. Et le taux de chômage est, lui aussi, élevé. Entre avril et juin 2021, le taux d'emploi des personnes âgées de 15 ans ou plus n'était que de 60,2%. "*Et il ne faut pas oublier qu'au Mali, 65% de la population a moins de 25 ans, cela veut dire que chaque année, ce sont au moins 200 000 personnes qui arrivent sur le marché du travail*", commente le sociologue à l'Université des lettres et des sciences humaines de Bamako et spécialiste de la migration malienne. "*La présence des ONG dans les régions reculées soutenaient aussi l'économie*". Mais face à l'insécurité, nombreuses sont celles qui se sont retirées ou ont temporairement suspendu leurs activités, à l'instar de nombreuses organisations opérant dans le Nord,

à Ménaka. La junte militaire au pouvoir a aussi entravé le travail des organisations dans cette région. Elle a notamment interdit les financements français d'ONG, impactant partiellement l'aide humanitaire dans le pays.

D'autres migrants interrogés évoquent le réchauffement climatique comme raison de leur migration, comme Malien de 34 ans. Il a quitté le Mali avec un visa touristique pour la France et n'est jamais revenu. *"Au Mali, si tu ne vis pas en ville, tu es obligé de faire de l'agriculture pour survivre mais avec la mauvaise pluviométrie aujourd'hui, ça devient quasiment impossible"*. *"Les récoltes ne sont plus bonnes. On ne peut plus vivre en zone rurale sans ça"*, ajoute de son côté, une Malienne également en France venue avec un visa étudiant. Un constat partagé par le Fonds Monétaire International qui estime que la *"population rurale (environ 68% de la population totale) pratique une agriculture de subsistance"*. Ainsi, *"l'économie malienne est (...) fortement dépendante de l'extérieur et très exposée aux aléas climatiques"*, ajoute l'organisation américaine.

Tous ces facteurs mélangés font un cocktail qui pousse ces milliers de Maliens à prendre la route. Historiquement, ils se dirigeaient vers les pays frontaliers tels que le Niger qui accueille environ 124 000 personnes ou le Burkina Faso (38 000). Mais depuis l'année dernière, c'est la Mauritanie qui est devenue la principale terre d'accueil des réfugiés maliens. Alors qu'ils n'étaient que 32 000 en 2012, ils sont passés à 105 000 fin 2022 et actuellement, il y a plus de 250 000 réfugiés maliens en Mauritanie. Une croissance exponentielle. *"Le camp de réfugiés de M'bera [à la frontière est avec le Mali], est devenu la deuxième ville du pays"*.

Un phénomène qui s'explique par les conflits au Sahel qui touchent aussi les pays voisins. Selon les données d'avril 2024, plus de 3,3 millions de personnes ont été déplacées de force dans les pays du Sahel central, à savoir le Burkina Faso, le Mali et le Niger, en raison de conflits continus. *"Le HCR a besoin de 443,5 millions de dollars pour couvrir les besoins humanitaires"* qui augmentent, selon un communiqué de l'organisme qui se dit *"profondément préoccupé"* par l'instabilité de la sous-région.

Pour beaucoup, la Mauritanie n'est qu'un point d'étape pour la traversée vers l'Europe. Cette année et pour la première fois, les Maliens constituent la nationalité la plus nombreuse parmi ceux qui arrivent irrégulièrement en Espagne. Parmi les quelque 32 000 personnes à avoir bravé les risques de la traversée dans l'Atlantique, plus de 9 000 étaient maliennes. *"Comme les départs pour les Canaries se font particulièrement depuis les côtes mauritaniennes maintenant, il est à craindre effectivement, avec l'accroissement du nombre de Maliens qui se trouvent en Mauritanie, que le nombre de Maliens sur la route des Canaries augmente dans le futur"*. *"Nous espérons que les autorités mauritaniennes vont résister aux tentations de brader l'humanisme et la solidarité au profit d'accords financiers que l'Europe a tendance à vouloir mettre en place"*. (voir ci-dessus : Espagne)

MAROC

17 corps de migrants subsahariens ont été retrouvés sur une plage

Selon le dernier bilan, 17 corps de migrants, dont celui de trois femmes, ont été retrouvés sur la plage près de Gueldim, au nord du Maroc. Il s'agirait, d'exilés venant d'Afrique subsaharienne. Une enquête diligentée par les autorités locales est toujours en cours pour déterminer d'où est partie l'embarcation et les organisateurs de cette tentative de traversée. Selon des sources locales citées, l'embarcation a fait naufrage à cause de hautes vagues et *"l'impossibilité de naviguer"*. Les enquêteurs soupçonnent notamment, au vu des conditions météorologiques qui rendaient la navigation impossible, que l'embarcation ait été organisée par des arnaqueurs souhaitant uniquement obtenir l'argent des migrants sans avoir la réelle intention de les faire traverser.

Ce naufrage intervient quelques jours après le démantèlement d'un réseau de passeurs qui opérait dans le sud du pays. Trois personnes âgées de 28 à 34 avaient été arrêtées dans le cadre de cette opération policière. Chaque année, le Maroc est privilégié par de nombreux candidats à l'exil rêvant de rejoindre l'Europe. En 2023, près de 90 000 migrants ont été interceptés par les autorités

du pays. Les exilés passent par le Maroc car ils peuvent tenter d'atteindre l'Europe par le Nord, via Ceuta et Melilla, mais aussi par le sud en embarquant dans un bateau en direction des Canaries, ce qui semblait être le cas pour cette embarcation qui a fait naufrage.

Au large du Maroc, les sauvetages sont d'ailleurs réguliers sur cette route migratoire qui fait plusieurs milliers de morts chaque année. Toutefois, les prétendants à la traversée sont de moins en moins nombreux à partir du Maroc, car depuis le réchauffement des relations diplomatiques entre Rabat et Madrid en 2022, le Maroc a fait de la lutte contre l'immigration irrégulière une de ses priorités. Sur les côtes, Rabat s'est engagé à intercepter les exilés susceptibles de prendre la mer et de les renvoyer dans le centre du pays, dans la région de Ouarzazate, loin des plages. Depuis, les migrants décident de partir depuis des côtes bien plus éloignées situées en Mauritanie, au Sénégal ou encore en Gambie, faisant de ce long trajet une route migratoire souvent meurtrière. (voir plus haut à « Espagne »)

NIGER

2 000 migrants expulsés par l'Algérie et abandonnés à Assamaka au Niger

Selon l'ONG Alarme Phone Sahara, au cours des douze premiers jours du mois d'août, 2 075 personnes ont été expulsées d'Algérie vers le nord du Niger, à Assamaka, poste-frontière situé à 15 kilomètres de l'Algérie. Ils sont "*arrivés bredouilles, épuisés et désorientés dans la ville frontalière nigérienne d'Assamaka*", et des violences et des vols ont été commis par la police algérienne sur les migrants. Le dernier convoi recensé date du 12 août 2024, comporte 981 refoulés de nationalité nigérienne ; le premier date de début août (voir Les Migrants n°88). La plupart des migrants qui traversent le Sahara en direction de l'Algérie espèrent ensuite atteindre la Tunisie pour traverser la Méditerranée en bateau. Mais en réalité, beaucoup d'entre eux sont interceptés et refoulés vers Assamaka, poste-frontière nigérien situé en plein désert. Les exilés sont généralement abandonnés par les Algériens à la tombée de la nuit et livrés à eux-mêmes. De nombreux exilés disparaissent ; ils peuvent se perdre, mourir de déshydratation ou être victime de groupes mafieux. Sans eau ni nourriture, ils doivent parcourir 15 kilomètres à pied pour rejoindre le village d'Assamaka. C'est là que se trouve le centre de transit de l'Organisation internationale des migrations (OIM), le bras de l'ONU qui assiste les retours volontaires des migrants vers leur pays d'origine. À Assamaka, les migrants sont dépourvus de tous moyens de subsistance, ils ont peu de nourriture, subissent la chaleur harassante du désert (jusqu'à 50 degrés) et les tempêtes de sable, et sont condamnés à boire de l'eau sale qui provoque des maladies comme la dysenterie, la tuberculose ou la gale.

Côté nigérien, les centres de transit de l'OIM sont régulièrement débordés par l'afflux de migrants expulsés par l'Algérie. En mai 2023, plus de 5 000 migrants s'y entassaient dans des conditions déplorables, attendant d'être pris en charge par l'agence onusienne. L'OIM organise des convois de rapatriement à Agadez ou Arlit, et parfois des vols de retour dans les pays d'origine, mais tous n'acceptent pas le retour de leurs ressortissants. Les expulsions d'Algérie vers le Niger sont fréquentes depuis plusieurs années mais elles ont pris une ampleur inédite ces derniers mois. En 2023, Alarme Phone Sahara en a comptabilisé 26 000. Et contrairement aux expulsions entre la Tunisie et l'Algérie qui font l'objet d'un accord bilatéral, les refoulements d'Algérie vers le Niger ne font l'objet d'aucun texte.

Les perspectives d'amélioration à Assamaka sont d'autant plus incertaines que les relations diplomatiques entre Niamey et Alger se sont refroidies après le coup d'État de juillet 2023 à Niamey, condamné par l'Algérie. La junte nigérienne a depuis abrogé la loi, adoptée en 2015, qui pénalisait le trafic illicite de migrants. Depuis, les passeurs, qui prospèrent dans la région d'Agadez, ont repris leur activité et les flux migratoires en direction de l'Afrique du Nord sont repartis à la hausse, avec 34% de passages supplémentaires vers Algérie par rapport aux six premiers mois de l'année 2023.

AMÉRIQUE

PANAMA

Le Panama expulse un groupe de migrants

En 2023, plus de 520 000 personnes ont défié la jungle du Darien, une traversée périlleuse de plusieurs jours. Face à cette situation, Washington a alloué 6 millions de dollars pour financer le rapatriement direct des migrants, en priorité ceux avec des antécédents judiciaires, mais également potentiellement tous les migrants. Dès sa prise de fonction le 1er juillet 2024, le président panaméen avait déclaré que la frontière américaine ne commence plus au Texas, mais dès le Panama. Dans ce contexte, un accord a été signé avec les États-Unis pour faciliter le rapatriement des migrants illégaux. Le premier vol d'expulsion a eu lieu mardi 20 août 2024, transportant 29 Colombiens menottés, tous ayant des antécédents judiciaires, dont l'un était lié à l'organisation criminelle du clan du Golfe.

Ils n'étaient pas les premiers à être ainsi expulsés, puisque le Panama avait déjà pris cette initiative plus tôt dans l'année. Mais l'accord avec Washington devrait augmenter les fréquences : un nouveau vol spécial est prévu d'ici à la fin de la semaine. Si cette première phase de l'accord cible principalement les migrants ayant des antécédents judiciaires, il prévoit également le rapatriement de toute personne entrant au Panama par la jungle du Darien en route vers les États-Unis. « *L'accord concerne tout le monde, pas seulement les criminels* », a souligné la responsable de la sécurité intérieure des États-Unis pour l'Amérique centrale, présente lors de l'expulsion aux côtés de fonctionnaires américains et panaméens. Bien que les Colombiens soient nombreux parmi les migrants traversant la jungle du Darien – ils seraient 10 000 cette année –, ils ne représentent qu'une partie du flux migratoire. En effet, environ dix fois plus de Vénézuéliens sont, eux aussi, entrés en Amérique centrale. Cependant, les relations tendues entre le Panama et Caracas compliquent le début des procédures d'expulsion pour les migrants vénézuéliens.

<https://www.rfi.fr/am%C3%A9riques/20240821-le-panama-expulse-un-premier-groupe-de-migrants-en-application-d-un-accord-avec-les-%C3%A9tats-unis>

USA

Les Philippines vont accueillir temporairement des Afghans demandeurs de visa pour les États-Unis

Des Afghans souhaitant s'installer aux États-Unis pourront rester temporairement aux Philippines pendant l'étude de leur demande de visa, ont annoncé Manille et Washington mardi 20 août 2024. Le calendrier est encore en discussion entre les gouvernements des deux pays, selon l'ambassade américaine aux Philippines. Les deux parties ont indiqué que seul un « *nombre limité* » de demandeurs seront concernés par cette mesure. Le nombre total et exact des concernés n'a toutefois pas été communiqué, mais il pourrait atteindre environ 300 personnes dans un premier temps, donc les Afghans qui avaient collaboré avec l'ancien gouvernement pro-occidental à Kaboul.

En vertu de l'accord, ces ressortissants afghans résideront dans un lieu administré par une unité du département d'État américain, a indiqué un porte-parole de l'ambassade américaine. Les États-Unis apporteront leur soutien pour les « *services nécessaires* » dont la nourriture, le logement, la sécurité, les soins médicaux et le transport lors de leur séjour aux Philippines.

Washington avait exprimé sa demande en 2023. De nombreuses voix critiques s'y sont opposées aux Philippines, certains critiques y voyant notamment une menace pour la sécurité intérieure. Car une question reste en suspens : que vont devenir les Afghans dont la demande de visa est rejetée ? Leur séjour ne doit en tout cas pas dépasser 59 jours, a déjà fait savoir Manille, qui compte d'ailleurs sur ses alliés américains pour assurer hébergement, nourriture, soins médicaux et transports pour ces ressortissants afghans qui feront étape aux Philippines. Cela avant de pouvoir s'installer aux États-Unis, si leur demande de visa est acceptée. Une porte-parole du ministère philippin des Affaires étrangères n'a pas commenté dans l'immédiat l'accord annoncé mardi.

En plus des 300 initialement concernés, des dizaines de milliers d'autres – qui ont, eux aussi, fui les nouveaux maîtres de Kaboul – patientent encore dans des pays tiers pendant l'étude de leur demande de visa. Éparpillés un peu partout à travers la planète, ils restent dans l'espoir d'être accueillis aux États-Unis. Tout comme quelque 160 000 compatriotes, acceptés en vertu d'un programme d'immigration spécial depuis 2021, car ayant également travaillé pour le précédent gouvernement pro-occidental.

<https://www.rfi.fr/fr/asi-pacifique/20240820-les-philippines-vont-accueillir-temporairement-des-afghans-demandeurs-de-visa-pour-les-%C3%A9tats-unis>

INTERNATIONAL

Lutte contre le trafic de migrants : "Les vrais passeurs ne montent pas à bord des bateaux"

Alors que les États occidentaux ont fait de la lutte contre les passeurs de migrants leur priorité, le directeur du Mixed Migration Center, estime que les gouvernements assimilent volontairement une partie des migrants au sein de la criminalité organisée. Il revient sur la notion de passeur, qui manque selon lui de nuance dans le débat public.

Le ministre de l'intérieur français le répète à longueur d'interview : "*Il faut lutter contre les passeurs*" de migrants. Promulguée le 26 janvier 2024, la nouvelle loi immigration a d'ailleurs renforcé les sanctions pénales contre les passeurs, avec des peines de prison passant de 5 à 15 ans.

Au Royaume-Uni, le nouveau gouvernement travailliste prévoit de créer un « commando d'élite » contre les passeurs, que le Premier ministre n'a pas hésité à comparer à des terroristes, le 9 mai 2024. Même discours au plus haut sommet de l'Union européenne, où la commissaire aux Affaires intérieures, considère la lutte contre les passeurs comme "*fondamentale*".

Un terme bien commode pour montrer que les États européens luttent contre l'immigration illégale, mais fourre-tout d'après certaines ONG qui estiment qu'il englobe aussi bien des barreaux d'embarcation que des trafiquants internationaux.

Lors d'une conférence de presse le mois dernier, le directeur du Mixed migration center, un centre de recherches sur les migrations affilié au Conseil danois pour les réfugiés, a regretté le manque de "*nuance*" autour de la notion de passeur.

En quoi la notion de passeur de migrants est-elle, selon vous, dévoyée ?

Le directeur : À plusieurs égards. L'une des choses que nous entendons constamment dans le discours des décideurs politiques européens est l'idée que ce sont les passeurs qui incitent les gens à entamer leur voyage migratoire vers l'Europe. Or, quand nous interrogeons des milliers de migrants et réfugiés à travers le monde entier sur les facteurs qui influencent leur décision d'émigrer, les passeurs n'arrivent généralement qu'en septième ou huitième position. Ce sont principalement **les amis ou la famille qui influencent la décision d'émigrer, et non les passeurs**.

Les passeurs sont également tenus comme responsables de toutes sortes d'abus. Ce que nous constatons, c'est que dans certains contextes, ils le sont, mais dans d'autres, ce sont plutôt les officiers de police, les garde-frontières, les communautés locales ou les gangs criminels, qui sont responsables de la violence à laquelle sont confrontés les immigrés lors de leurs déplacements. L'image des passeurs qui maltraitent les migrants contribue à justifier une approche criminelle forte de la part des États européens.

On retrouve ce manque de nuance dans **l'amalgame qui est fait entre le passage de migrants et la traite des êtres humains**. Nous voyons souvent des déclarations de décideurs

politiques qui utilisent délibérément le terme de traite alors qu'ils parlent en fait de passeurs. Si les frontières entre ces deux mondes sont parfois floues, comme en Lybie, où certains migrants, aidés par des passeurs, se retrouvent parfois dans une situation d'exploitation qui s'apparente davantage à de la traite d'êtres humains, il s'agit de deux phénomènes distincts. Pour les États de destination, le fait d'assimiler délibérément les passeurs à de la traite des êtres humains justifie une approche sécuritaire de l'immigration clandestine.

Est-ce selon vous une manière d'éviter les accusations de mauvais traitements sur les migrants, concernant les forces de l'ordre ?

C'est peut-être une manière de cacher le fait que **le trafic de migrants ne peut exister ou prospérer sans l'implication de fonctionnaires**. Il faut bien que quelqu'un ferme les yeux à certains moments, en facilitant le passage d'une frontière ou en aidant à fournir des documents d'identité aux voyageurs.

Au Niger, des villes entières comme Agadez se sont développées grâce au passage de migrants vers la Libye ou l'Algérie, et le passeur était considéré comme un métier à part entière. Comment expliquer cette différence de traitement ?

Dans certains endroits comme Agadez, toute une industrie économique s'est construite autour de l'immigration, du conducteur de pick-up dans le désert au gérant d'hôtel. Il y a tout un business autour de cela et cela a généré des revenus pour beaucoup d'habitants locaux. Mais lorsque vous réprimez cette activité, vous réduisez les moyens de subsistance pour de nombreux habitants, sans compter que de nombreux migrants risquent de rester coincés, sans argent, à Agadez.

Bien sûr, les pays de destination ont une perspective différente car ils ne veulent pas voir d'immigrés clandestins arriver, ce qui explique une approche différente.

De plus en plus de lois en Italie, en Grèce ou au Royaume-Uni criminalisent les barreaux de bateaux qui traversent la Méditerranée ou la Manche avec des migrants à bord. Pensez-vous qu'il s'agit d'une manière de masquer l'impuissance de l'État face aux flux migratoires ?

Absolument. Ce n'est pas la bonne approche car ce ne sont pas eux les vrais passeurs. Les vrais passeurs ne montent pas à bord des bateaux, ils seraient vraiment fous de le faire et de risquer leur vie tout en s'exposant à une arrestation à l'arrivée. La plupart d'entre eux sont donc des migrants qui ont négocié un passage gratuit en échange de la conduite du bateau, souvent parce qu'ils ont de l'expérience en mer ou sont d'anciens pêcheurs.

En général, ce que nous observons, c'est qu'il y a beaucoup d'efforts déployés pour s'attaquer aux passeurs de bas étage comme les chauffeurs de pick-up à Agadez. Je pense que nous devrions plutôt nous attaquer aux gros bonnets qui gagnent beaucoup d'argent grâce au trafic de migrants et qui sont aussi à l'origine de nombreux événements tragiques.

TEMOIGNAGE

Trois ans après l'arrivée des talibans, "repartir à zéro" en France pour une exilée afghane

En Afghanistan, trois ans après le retour des talibans au pouvoir, les femmes continuent de subir des discriminations à travers des restrictions draconiennes. Enfermées entre quatre murs, les filles et les femmes âgées de plus de 12 ans n'ont toujours pas accès à l'éducation ni au travail. Selon l'Unesco, 1,4 million de filles sont privées de scolarité et leur espoir d'accéder à l'éducation est réduit à néant. Hasa Hakim, 28 ans, qui enseignait l'informatique avant l'arrivée des talibans, a été

contrainte à l'exil. Avec quatre autres femmes, elle a été exfiltrée vers la France du Pakistan, où elle avait trouvé refuge. Installée depuis en région parisienne, elle essaye de reconstruire sa vie.

RFI : Vous êtes arrivée à Paris le 4 septembre 2023. Quel bilan faites-vous de l'année écoulée ?

Hafsa Hakim : *Quand je suis arrivée en France, j'avais des sentiments contradictoires. D'un côté, je me sentais en sécurité, puis, après quelque temps, j'ai eu peur de ce qui m'attendait. J'ai traversé des moments de joie, d'angoisse, de dépression profonde et de désespoir d'avoir quitté mon pays et ma famille - mes parents et mon frère aîné vivent toujours à Kaboul - et je sais que ce n'est pas facile pour eux et que la vie y est difficile.*

Ensuite, je me suis dit que j'avais le choix entre deux options : continuer à déprimer ou saisir les opportunités, commencer une nouvelle vie, apprendre une nouvelle langue et me faire de nouveaux amis. Je suis heureuse d'être entourée de gens bienveillants. Mais ce n'est pas simple, la vie est si différente ici. Je viens de l'Est et la France est un pays de l'Ouest. Nous avons une culture très différente, même l'humour est différent ! Mais l'important, c'est qu'il y a une volonté des deux côtés de communiquer et de jeter un pont entre l'Est et l'Ouest et j'en suis très reconnaissante.

Depuis votre départ d'Afghanistan, la situation des femmes s'est davantage dégradée. Racontez-nous votre expérience et la raison qui vous a poussée à fuir le pays ?

Je suis très triste en pensant aux femmes afghanes. Je suis toujours en contact avec certaines d'entre elles et je m'inquiète pour leur avenir, car ce n'est pas facile de rester enfermée à la maison, de ne rien pouvoir faire et de ne pas pouvoir se projeter dans l'avenir. C'est une situation qui ne peut laisser personne indifférent.

Avant l'arrivée des talibans, j'étais professeure d'informatique dans une école privée à Kaboul. Lorsqu'ils ont pris le pouvoir, j'ai perdu mon emploi et commencé à enseigner l'anglais clandestinement. On organisait différentes activités comme des clubs de lecture ou des cours de conversation. Lorsque les talibans ont pris connaissance de ces cours, ils m'ont sommé d'arrêter. J'ai d'abord résisté, mais s'en sont ensuivi des menaces de mort ou d'emprisonnement. J'ai continué malgré tout. Mais un jour, ils ont menacé de tuer mes étudiantes. J'ai alors décidé d'arrêter les cours, ce qui n'a pas mis un terme à leurs menaces. Les talibans m'ont par la suite interdit de sortir de chez moi et de communiquer avec mes élèves. La situation n'a cessé d'empirer jusqu'au jour où j'ai décidé de partir.

Ces cours clandestins ont commencé grâce à deux sœurs, des femmes talentueuses qui voulaient apprendre l'anglais. Ces cours étaient dispensés avant leurs classes de couture et les filles qui venaient apprendre à coudre ont voulu aussi que je leur enseigne la langue, ce que j'ai bien sûr accepté avec plaisir. Au début, il n'y avait que cinq élèves, le groupe s'est agrandi à une vingtaine d'étudiantes. On organisait les cours à 7h du matin, avant les cours de couture et cela se passait dans l'espace souterrain d'une école privée.

Malgré l'application très stricte de la charia à l'encontre des femmes, pensez-vous que d'autres femmes opposent, comme vous, une résistance aux fondamentalistes ?

Je pense que chaque Afghane responsable accomplit sa part dans l'éducation de nos jeunes filles. Malgré les restrictions des talibans, l'enseignement ne s'est pas arrêté et les jeunes femmes tout juste diplômées continuent d'enseigner diverses matières aux jeunes filles, en particulier l'anglais, car cela leur ouvre des portes pour poursuivre leur éducation dans un autre pays. J'ai une amie qui donne des cours depuis l'étranger en essayant de recruter des femmes afghanes. Je connais aussi une Afghane qui vit depuis longtemps en France et qui a créé une radio et une télévision qui dispense des cours de mathématiques, de chimie et biologie ou d'histoire aux femmes et aux filles privées d'éducation en Afghanistan. Ces programmes enseignent aussi l'anglais et je trouve que c'est très important, car sans connaissance des langues étrangères, ces femmes n'ont aucun espoir.

Enfin, ce qui est positif, c'est que ces chaînes de radio et de TV recrutent des femmes à l'intérieur de l'Afghanistan, ce qui leur permet de gagner un peu d'argent et de continuer à travailler. Je trouve la décision des talibans de priver les femmes d'éducation complètement absurde. Cela n'a aucun sens. Et comme elles ne pourront pas reprendre leur scolarité ou leurs études dans un avenir proche, le seul choix qu'il leur reste, c'est de partir.

Lorsqu'on efface de la sphère publique la moitié de la population, cela a forcément des conséquences sur la société dans son ensemble. Comment ces restrictions se répercutent sur les hommes et sur l'économie ?

Il faut savoir que les postes d'enseignants étaient surtout pourvus par des femmes. Lorsqu'elles ont été poussées à la démission, de nombreux postes sont restés vacants, y compris à l'université. Les jeunes gens se sont retrouvés, soit sans instituteurs, soit avec des professeurs masculins non qualifiés.

L'économie aussi ne cesse de se dégrader. Lorsque les femmes ont été licenciées de leurs postes, parfois dans des ministères ou à la tête d'entreprises, les talibans leur ont proposé de les remplacer par leur mari ou leur frère. C'est une démarche totalement absurde ! Comment voulez-vous que mon frère, qui n'a pas reçu les mêmes enseignements que moi, puisse exercer mon métier ? Donc, bien sûr que tout cela a eu un impact négatif sur l'économie.

Autre exemple, je me souviens d'un reportage qui montrait un jeune diplômé en informatique qui, étant incapable de trouver un travail sous le régime des talibans, a fini comme vendeur de rue. Les talibans l'ont frappé, ont détruit son chariot. Ils ne laissent pas les gens s'en sortir, ils leur imposent de vivre dans la misère.

Pensez-vous que vous pourrez un jour retourner en Afghanistan, dans un pays libre où les hommes et les femmes pourront vivre égaux en droits ?

La plupart de mes amis qui ont eu la chance de pouvoir quitter l'Afghanistan n'arrivaient pas à accepter les règles stupides imposées par les talibans à toute la population, pas uniquement aux femmes. Ils se sont installés aux États-Unis, en Allemagne, en Grande-Bretagne et nous avons tous le même destin, nous luttons pour nous reconstruire en repartant de zéro.

Je rêve de pouvoir retourner un jour dans mon pays, d'y retrouver ma famille et mes amis. La nuit dernière, j'ai fait un rêve, j'étais dans notre maison à Kaboul. Un soleil magnifique éclairait le séjour où je me trouvais avec l'un de mes frères, âgé de 21 ans. Mon frère est apparu dans mon rêve comme un bébé. Ma mère est entrée dans la pièce. J'ai ressenti un sentiment de joie et de plénitude profonde... Mais malheureusement, je me suis ensuite réveillée. Ma mère me manque tant ! Je sais bien que je ne retournerai pas de sitôt en Afghanistan, mais j'espère que ce jour viendra.